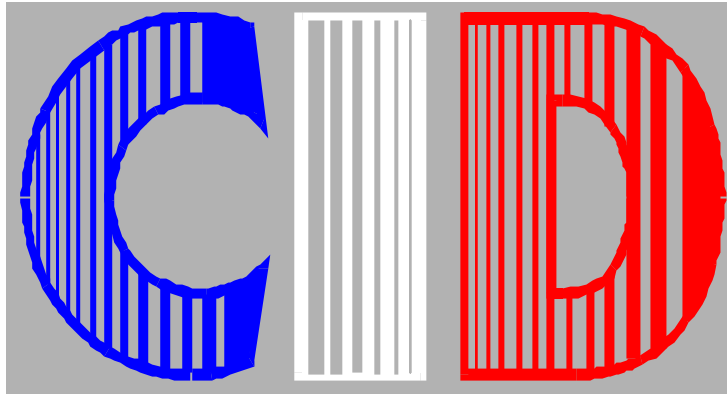




COLLEGE INTERARMEES



DE DEFENSE

**MEMOIRE DE STRATEGIE**

**HORS DU CHAMP ATLANTISTE,  
QUELLE LIBERTE D'ACTION EN  
MEDITERRANEE AU XXI<sup>ème</sup> SIECLE  
POUR L'UNION EUROPEENNE?**

**CBA (TERRE) GOZARD PHILIPPE  
7<sup>EME</sup> PROMOTION GROUPE C1  
1999-2000**

## FICHE DE PRESENTATION

1. « Hors du champ atlantiste, quelle liberté d'action en Méditerranée au XXI<sup>ème</sup> siècle pour l'Union européenne ? »
2. Chef de bataillon (Terre) GOZARD Philippe
3. Mars 2000
4. Division C, groupe C1
5. Mémoire de stratégie
6. Les bouleversements de la fin des années 80 n'ont en rien affecté l'importance géostratégique de la Méditerranée, mais, en revanche, ont considérablement modifié les rapports de force dans la région, et ainsi remis en question l'avenir de la sécurité du bassin. La disparition de l'influence soviétique a en effet consacré la toute puissance des Etats-Unis qui y applique librement leur *stratégie intégrale*. Dans le même temps, malgré l'existence d'intérêts particuliers, l'Europe voit sa dépendance transatlantique élargie à son flanc sud. Pour autant, cette aliénation n'est ni satisfaisante tant le modèle de sécurité imposé par les Etats-Unis dans le bassin ne paraît pas adapté aux conditions d'une stabilité durable, ni réhibitoire tant l'Europe possède un réel potentiel dans la région. Sous réserve d'une forte volonté politique qui lui fait encore aujourd'hui défaut, l'Union européenne peut conquérir une certaine autonomie stratégique en Méditerranée. A moyen terme, cette liberté d'action pourrait s'exercer dans la partie occidentale du bassin méditerranéen par le biais de l'Europe latine.
7. Mots clés: stratégie, Etats-Unis, Europe, Europe latine, Méditerranée, Maghreb, Sud sécurité, menaces, défense.

# SOMMAIRE

<b><u>AVANT-PROPOS.....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>INTRODUCTION.....</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>1. LA MÉDITERRANÉE DE MEURE PLUS QUE JAMAIS UN ESPACE GÉOSTRATÉGIQUE DE PREMIÈRE IMPORTANCE.....</u></b>	<b><u>7</u></b>
1.1. <u>DU CENTRE DU MONDE IMMÉMORIAL AU PÔLE RÉGIONAL ACTUEL, UN LIEU DE PERMANENCE GÉOSTRATÉGIQUE.....</u>	7
1.2. <u>LA MÉDITERRANÉE, UN ESPACE DE COMMUNICATION UNIQUE.....</u>	8
1.3. <u>LA MÉDITERRANÉE : UN THÉÂTRE PERMANENT DE CONFLICTUALITÉ.....</u>	9
1.4. <u>L'ARC MÉDITERRANÉEN : « TOUT SAUF UN TOUT ».....</u>	9
1.5. <u>LA MÉDITERRANÉE AUJOURD'HUI : QUELLES MENACES ET QUELS RISQUES ?.....</u>	10
1.5.1. <i>Evaluation des menaces militaires.....</i>	11
1.5.2. <i>Menaces non militaires : un risque pour l'Union européenne.....</i>	12
1.6. <u>RÉAFFIRMATION DE LA MÉDITERRANÉE EN TANT QUE PÔLE STRATÉGIQUE MAJEUR.....</u>	13
<b><u>2. LA PERCEPTION STRATÉGIQUE DE LA MÉDITERRANÉE PAR LES ETATS-UNIS: UNE IMPASSE POUR L'UNION EUROPÉENNE ?.....</u></b>	<b><u>14</u></b>
2.1. <u>LA CULTURE STRATÉGIQUE AMÉRICAINE.....</u>	14
2.2. <u>PERCEPTION STRATÉGIQUE AMÉRICAINE DE LA MÉDITERRANÉE.....</u>	16
2.2.1. <i>La Méditerranée et les Etats-Unis : une histoire commune récente.....</i>	16
2.2.2. <i>L'intérêt stratégique majeur de la Méditerranée pour les Etats-Unis.....</i>	16
2.3. <u>ENTRE STRATÉGIE « DÉCLARATOIRE ».....</u>	17
2.4. <u>...ET STRATÉGIE EFFECTIVE : LA MÉDITERRANÉE, UN EXEMPLE DE D'APPLICATION DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DE « CONTAINMENT » DE L'UNION EUROPÉENNE.....</u>	19
<b><u>3. LE DIFFICILE DÉCRYPTAGE DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE.....</u></b>	<b><u>20</u></b>
3.1. <u>L'EST OÙ LE SUD ? EXPRESSION DU POIDS DU NATIONALISME EUROPÉEN.....</u>	21
3.1.1. <i>Une fracture européenne Nord-Sud.....</i>	21
3.1.2. <i>Le poids du nationalisme européen.....</i>	22
3.2. <u>ENTRE STRATÉGIE DÉCLARATOIRE... ET ABSENCE DE STRATÉGIE EFFECTIVE : LE CONSTAT D'ÉCHEC.....</u>	22
3.3. <u>ESSAI DE SCÉNARIO FICTIF.....</u>	23
<b><u>4. RESTE-IL UNE PLACE POUR UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE ?.....</u></b>	<b><u>24</u></b>
4.1. <u>LES ATTENTES DU SUD.....</u>	24
4.2. <u>POUR UNE MEILLEURE PERCEPTION DU SUD.....</u>	25
4.2.1. <i>Le mythe de la menace militaire.....</i>	25
4.2.2. <i>Les légitimes inquiétudes du Sud.....</i>	26
4.3. <u>QUEL ESPACE DE MANŒVRE POUR L'EUROPE ?.....</u>	27
4.3.1. <i>Les faiblesses de la stratégie des Etats-Unis.....</i>	27
4.3.2. <i>L'impasse de la vision stratégique américaine.....</i>	27
<b><u>5. QUEL SENS DONNER À LA STRATÉGIE EUROPÉENNE ?.....</u></b>	<b><u>28</u></b>
5.1. <u>LE VOLET NON MILITAIRE DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE EN GUISE DE TOILE DE FOND.....</u>	28
5.2. <u>POUR UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE STRATÉGIQUE.....</u>	29
5.2.1. <i>Une condition impérative de succès et deux directions stratégiques.....</i>	29
5.2.2. <i>Définir un pacte interne à l'Union européenne : un préalable indispensable.....</i>	29
5.2.3. <i>Une présence au Moyen-Orient.....</i>	30
5.2.4. <i>Le Maghreb : clé de voûte de la stratégie européenne.....</i>	30
5.3. <u>QUEL MODE D'ACTION ? L'EUROPE LATINE, LA MEILLEURE AMBASSADRICE DE L'EUROPE EN MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE.....</u>	31
5.4. <u>UNE STRATÉGIE MISE EN ŒUVRE PAR DES OUTILS EFFICACES.....</u>	32
<b><u>CONCLUSION.....</u></b>	<b><u>34</u></b>
<b><u>BIBLIOGRAPHIE.....</u></b>	<b><u>36</u></b>

## AVANT-PROPOS

*« Par stratégie, il faudra entendre non seulement stratégie à proprement parler militaire, mais aussi tous les instruments diplomatiques qui sous-tendent ou préviennent l'action militaire car, dans ce monde diffus de l'après-guerre froide, la complexité de la stratégie répond à la complexité de l'action. »*

Anne-Marie Le Gloannec<sup>1</sup>

Penser une stratégie adaptée au cas particulier de la Méditerranée suppose, comme nous l'indique Anne-Marie Le Gloannec, de raisonner la problématique globalement. Effectivement, d'un point de vue strictement militaire, la sécurité dans la région n'a aucun sens. *« Alors que la stratégie traditionnelle ne se situait que dans la guerre, la stratégie aujourd'hui n'est plus limitée à la guerre »*<sup>2</sup>. Le général Beaufre introduit le concept de stratégie totale dont le rôle est de *« définir la mission propre et la combinaison des diverses stratégies générales, politique, économique, diplomatique et militaire »*<sup>3</sup>, tandis que le général Poirier, l'estimant trop lié à la guerre, lui préfère celui de stratégie intégrale : *« théorie et pratique de la manœuvre de l'ensemble des forces de toute nature, actuelles et potentielles, résultant de l'activité nationale, elle a pour but d'accomplir l'ensemble des fins définies par la politique générale. La stratégie intégrale combine les résultats des trois stratégies générales, économique, culturelle et militaire, dans une unité de pensée et d'action qui combine et leurs buts, et leurs voies et moyens »*<sup>4</sup>. Aujourd'hui, il va de soi que les problèmes d'ordre économique, politique, social et militaire sont interdépendants voire insécables. Mais raisonner la Méditerranée dans toute sa dimension exigerait un développement nettement plus approfondi que ne le permet un document limité à une trentaine de pages. Aussi, sans pour autant renier l'importance des facteurs « non militaires » que nous nous contenterons d'évoquer brièvement, ce mémoire se propose de traiter la question sous l'angle particulier de la rivalité euro-américaine en se circonscrivant volontairement aux aspects militaires de la sécurité collective.

---

<sup>1</sup> Anne-Marie Le Gloannec de la Fondation nationale des sciences politiques : *Relations internationales, théories et pratiques*. Chapitre 13 : *y a-t-il une pensée stratégique dans l'après-guerre froide ?* 1998, p. 372

<sup>2</sup> Hervé Coutau-Bégarie : *Traité de stratégie*. Economica, 1999, p 416

<sup>3</sup> Général Beaufre : *Introduction à la stratégie*. Ed Armand Colin, 1965, pp 24-25

<sup>4</sup> Général Poirier : *Stratégie théorique II*. Economica, 1987, pp 113-116

## INTRODUCTION

Le 14 septembre de l'année dernière, monsieur Federico MAYOR<sup>5</sup> déclarait : « *dans quelques semaines, nous sortirons du 20<sup>e</sup> siècle, à la fois enthousiasmés par les progrès de la science et de la technologie et consternés par ceux de la violence, de la guerre et de l'oppression, responsables de tant de souffrances et de la perte de tant de vies humaines* ». Il continuait en stigmatisant l'homme responsable selon lui de tant de violences et en l'implorant, à l'approche du nouveau millénaire, de « *léguer aux générations futures certaines valeurs et certaines solutions déjà ébauchées pour combattre les injustices sociales, la pauvreté, la misère, la faim, l'exclusion, la destruction de l'environnement, la prolifération des drogues et des armes, et surtout, le recours à la force comme moyen de résoudre les conflits* ». En dehors de sa vocation planétaire, ce message revêt une portée méditerranéenne parce qu'il concerne une région où tous ces maux se concentrent.

Mais de quelle Méditerranée parle-t-on ? Lors d'une conférence prononcée à l'Académie de Marine en 1995, Francis Gutmann lui-même hésitait à la caractériser : « *la Méditerranée, qu'est-elle en définitive ? Vous me permettrez de ne pas me risquer à la définir* »<sup>6</sup>. La première difficulté lorsqu'on évoque cette région du monde est effectivement d'en définir les contours. Pour les moins érudits, elle se limite au seul espace marin. Pour d'autres, elle regroupe la mer et ses rives, enfin pour les plus avertis, elle intègre le Proche-Orient, le Moyen-Orient voire même les pays nouvellement indépendants de la Caspienne. Ainsi, dans l'esprit d'un Chilien, il y a fort à parier qu'elle s'arrête aux plages encensées par les agences de tourisme d'Amérique latine ; pour un Algérien, un Français ou un Egyptien, elle ne peut évidemment se concevoir sans ses pays riverains ; pour un Américain enfin, elle constitue une zone bien plus large qui s'étend jusqu'au confins d'Asie centrale. En réalité, la représentation de chacun trahit, quand elle existe, sa propre vision stratégique de la zone. Elle diffère en particulier selon le degré de proximité géographique. Aujourd'hui, si l'on met de côté la Russie, pays non riverain en proie à des difficultés intérieures qui captent toute son énergie, trois acteurs essentiels peuvent être retenus par leur capacité à détenir les clés de l'avenir de la sécurité dans la région : l'Europe qui couvre la rive nord de la Méditerranée, le Sud, terme générique sous lequel nous intégrerons le Maghreb, le Proche-Orient et le Moyen-Orient, et enfin les Etats-Unis. En dépit d'une représentation stratégique de la Méditerranée que ne partage pas toujours l'autre, tous s'accordent au moins sur un point : sa complexité.

Mais qu'en est-il aujourd'hui de la Méditerranée ? A-t-elle perdu de sa valeur stratégique ? Qu'en est-il des forces en présence dans la zone et de la stratégie des acteurs ? Y-a-t-il convergence ou au contraire opposition entre eux et dans quelle mesure ? L'otanisation de l'Europe est-elle une contrainte insurmontable pour la stratégie des quinze en Méditerranée ? Quelle posture l'Union européenne devrait-elle prendre pour que le XXI<sup>ème</sup> siècle soit euro-méditerranéen ou au contraire, que persiste une ligne de fracture pouvant dégénérer à tout moment en affrontement ? Autant de questions qui constituent demain les enjeux de notre sécurité.

Mais, avant toute tentative d'ébauche de réponse, il est indispensable de procéder à un examen détaillé de l'espace méditerranéen pour en mesurer la véritable valeur géostratégique, puis d'analyser la vision de la Méditerranée qu'ont les Etats-Unis et l'action

---

<sup>5</sup> Directeur général de l'UNESCO

<sup>6</sup> Francis Gutmann, ambassadeur de France : *Communications et mémoires*. Académie de Marine n°2, 1995, p.44

qu'ils y mènent, avant de développer les contradictions méditerranéennes de l'Union européenne qui limitent aujourd'hui ses ambitions dans la région. Ce double état des lieux des forces en présence nous permettra d'en déduire que l'ordre établi n'est pas intangible, l'Union européenne pouvant encore se faire une place en Méditerranée, à condition qu'elle s'appuie sur une véritable volonté politique, point de départ d'une stratégie de sécurité cohérente.

# **1. La Méditerranée demeure plus que jamais un espace géostratégique de première importance**

Contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, l'unipolarité résultant de l'effondrement soviétique n'a pas été un facteur de perte d'importance géostratégique de la Méditerranée. La *mare nostrum* est sans doute encore aujourd'hui le lieu où convergent tous les regards, et où les convoitises sont particulièrement visibles.

## **1.1. Du centre du monde immémorial au pôle régional actuel, un lieu de permanence géostratégique**

« *L'histoire de la Méditerranée s'est longtemps confondue avec l'histoire du monde.* »

Vice-amiral d'escadre Philippe Durteste<sup>7</sup>

Pour de nombreux historiens, la Méditerranée a été pendant longtemps *le centre du monde*. A la lumière des archives, on pourrait même considérer qu'elle était *le monde*. L'humanité, paraît-il, y serait née ; elle aurait donc été le lieu exclusif des premières rivalités de l'histoire des hommes.

En fait, elle a vu naître la géostratégie dès l'Antiquité, à son stade le plus rudimentaire bien sûr. Déjà, au XI<sup>ème</sup> siècle avant notre ère, elle constitue le lieu de convergence où s'exercent les premiers affrontements qui consacreront l'émergence de quelques puissances<sup>8</sup>. Ces conflits ne concernent alors que la Méditerranée orientale et poursuivent un but exclusivement économique. Les matières stratégiques existaient effectivement déjà à l'époque : le blé venait d'Ukraine, de Syrie, de Mésopotamie ou d'Egypte. D'emblée, deux constats s'imposent donc : la Méditerranée est une zone que l'on veut dominer et sa maîtrise offre la puissance économique.

L'extension des affrontements au bassin occidental de la Méditerranée dès le VI<sup>ème</sup> siècle avant Jésus-Christ a pour objet le contrôle de la mer Tyrrhénienne, des îles et de la mer Egée. Il s'agit là du premier *élargissement* de cette mer. Puis cet espace marin est le théâtre des guerres médiques, perçues comme un duel entre l'Orient et l'Occident : l'une d'entre elles voit les Mèdes effectuer le premier grand débarquement jamais opéré en Méditerranée. Puis vient la succession des guerres puniques dont l'une a une île pour enjeu, la Sicile, tandis qu'une autre est marquée par l'affrontement Nord-Sud, c'est-à-dire Rome-Carthage. Il s'agit là du premier exemple majeur de choc de civilisation. Avec la conquête de la *mare nostrum* devenue un lac romain, la Méditerranée forme alors un tout dont l'assujettissement repose sur la suprématie maritime : une flotte de l'empire romain est basée à Misène et l'autre à Ravenne, contrôlant respectivement la Méditerranée occidentale et orientale.

La perte de son statut de centre géostratégique du monde survenue au XVI<sup>ème</sup> siècle avec le recul de l'Empire ottoman et l'émergence des lignes de communications océaniques n'empêcheront pas la Méditerranée d'hériter de nouveaux bouleversements géostratégiques, dont deux sont tout à fait significatifs pour présenter des similitudes avec l'époque actuelle. Le premier tient à la rupture d'équilibre des forces en présence : la disparition de la *bipolarité religieuse* avec son cortège d'affrontements ouverts a laissé la place à des revendications

---

<sup>7</sup> CEDMED

<sup>8</sup> Egypte et Grèce notamment

territoriales ayant entraîné des conflits secondaires d'ampleur limitée ; ce fut le cas de la guerre opposant la France à l'Espagne dont la Sicile constituait l'enjeu. La seconde évolution stratégique est sans doute encore plus évocatrice de l'époque moderne : l'apparition à partir de la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle d'une puissance non riveraine de la Méditerranée, l'Angleterre, traduisait la volonté d'y défendre ses intérêts économiques en protégeant notamment ses convois maritimes, et d'y installer des forces militaires prépositionnées capables d'intervenir pour neutraliser toute velléité.

Durant la période allant du début du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'à la fin des années 80, les grandes puissances de la planète ne cesseront de se disputer la suprématie dans la région, ou, à défaut, chercheront à y prendre pied pour contenir les ambitions des autres. Sa domination ne sera jamais une fin en soi mais l'outil d'une stratégie indirecte, consistant par exemple à contenir la force soviétique sur un théâtre secondaire.

On voit donc bien qu'au-delà des époques, l'espace méditerranéen a su conserver des facteurs de permanence géostratégique.

## **1.2. La Méditerranée, un espace de communication unique**

*« Lorsqu'on parle de stratégie en Méditerranée, (...) il ne s'agit pas de stratégie méditerranéenne : il s'agit de stratégie des empires ou des royaumes qui entourent la Méditerranée et qui se servent de la Méditerranée comme voie de passage. »*

André Martel

La Méditerranée constitue l'un des espaces de communication les plus anciens. C'est en effet dès le V<sup>ème</sup> millénaire avant notre ère qu'y fleurissent les cités maritimes et qu'y transite le commerce de l'obsidienne. Bien avant l'ouverture du canal de Suez, l'océan Indien et la Méditerranée étaient déjà en contact. Cette permanence se perpétuera jusqu'à l'époque contemporaine et aujourd'hui, pas moins de 3000 navires civils et militaires la sillonnent chaque jour. En dépit d'une superficie de 3 millions de km<sup>2</sup> seulement, de ses 3600 km d'est en ouest et de ses quelques centaines de km du nord au sud en moyenne, le bassin méditerranéen constitue l'interface entre trois continents. Pour les masses continentales d'Europe centrale et d'Asie occidentale, il possède également la particularité d'être l'un des rares débouchés sur l'univers marin. Enfin, il est le trait d'union entre l'Atlantique et l'océan Indien et, pour l'Europe, la seule voie d'accès aux ressources énergétiques du Golfe arabo-persique et de l'ensemble Caucase Asie.

Sur le plan topographique, la Méditerranée se singularise par les étranglements que créent les îles et détroits qui la sillonnent. Ainsi, conformément aux règles de droit international, aucun plateau continental ne peut prétendre à une étendue de 200 miles, puisqu'il n'existe aucun endroit où la distance entre deux rives atteint 400 miles marins. De plus, elle comporte 15 détroits d'importance internationale pour la navigation : celui du Bosphore qui s'ouvre sur la mer Noire ne dépasse pas 600 mètres de largeur et 40 à 80 mètres de profondeur. La Méditerranée, c'est aussi quatre verrous : Gibraltar, Suez, le Bosphore et Malte séparant les bassins orientaux et occidentaux. Enfin, plus de 50 oléoducs arrivent ou partent des côtes, et le tiers du trafic mondial d'hydrocarbures traverse cet espace marin ainsi que le sixième des échanges planétaires de marchandises.

### **1.3. La Méditerranée : un théâtre permanent de conflictualité**

« *La Méditerranée apparaît (...) comme l'un (des espaces) les plus exposés aux crises et aux conflits.* »

Francis Gutmann<sup>9</sup>

La richesse de son passé apporte la preuve qu'à l'exception de l'époque de la toute-puissance romaine qui a pu donner l'illusion de l'universalité, la Méditerranée n'a jamais été une mer fermée. Elle est au contraire la seule zone maritime de la planète à avoir connu une telle persistance des conflits. On peut même se risquer à lui donner l'appellation *d'épicentre mondial* de la conflictualité tant elle fut par le passé le témoin quasi permanent d'affrontements entre les puissances dominantes du moment.

Aujourd'hui encore, la ceinture des oliviers méditerranéenne (*olive-belt*) reste l'un des espaces les plus exposés aux crises et aux conflits qui n'épargnent guère aujourd'hui que l'Europe occidentale. C'est sans doute ce façonnage de l'histoire qui a finalement abouti à une sorte de *balkanisation* du monde arabe, dont les frontières artificielles héritées de la période coloniale sont constamment discutées. Parmi les principaux sujets et foyers de crises avérés ou latents, on peut noter :

- le conflit des Balkans avec l'ex-Yougoslavie, mais aussi, l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine,
- la Palestine et les risques d'embrasement du pourtour d'Israël,
- les relations tendues entre la Turquie et la Grèce à propos de Chypre et de la Mer Egée,
- la guerre civile en Algérie,
- le Sahara occidental,
- les différends entre les pays du Moyen-Orient portant sur la délimitation des zones maritimes et le tracé des frontières terrestres,
- l'eau appelée après le pétrole ou les accès à la mer à devenir prochainement la principale source d'affrontement dans la région.

### **1.4. L'arc méditerranéen : « tout sauf un tout »**

« *Il existe dans l'ensemble plusieurs sociétés qui coexistent (...). Non pas un système mais des systèmes ; non pas une hiérarchie mais des hiérarchies ; non pas un ordre mais des ordres ; (...) non pas une culture mais différentes cultures. (...) Il faut tout mettre au pluriel.* »

F. Braudel<sup>10</sup>

Symbole de la complexité, la Méditerranée n'est pas un tout monolithique. Du nord au sud et de l'ouest à l'est, les évolutions sont souvent différentes et, parfois, ne présentent même entre elles aucun lien logique apparent. Aussi, vouloir réduire sa problématique à un simple affrontement Nord-Sud relèverait d'une approche trop réductrice.

<sup>9</sup> Francis Gutmann : *La Méditerranée, mythes et réalités*. Revue de la défense nationale, 10/97, p. 6

<sup>10</sup> Fernand Braudel : *Les jeux de l'échange*

La description du pourtour méditerranéen que nous propose Gabriel Jandot<sup>11</sup> échappe à cette vision simplificatrice et semble bien plus conforme à la réalité. Selon lui, « *le Nord n'est pas vraiment le nord, le Sud ce n'est peut-être pas tout à fait le sud. ... L'Espagne : on peut considérer que c'est le Nord. La France, oui. L'Italie, oui pour son nord. Pour son sud, c'est autre chose. L'ex-Yougoslavie, là, il faut la faire éclater. Une partie de l'ex-Yougoslavie se réfère au Nord. La Slovénie, c'est le Nord. La Croatie, cela voudrait l'être. La Serbie, on ne sait plus. Le Monténégro, c'est un Sud. L'Albanie, c'est plus qu'un Sud, c'est un trou noir prêt à implorer. La Grèce est l'enfant sage de notre communauté européenne avec près de 40% de travail au noir. Alors, Nord ou Sud ? Soyons gentils : le Nord. La Turquie, c'est le Nord, ou encore le Sud, selon ses régions. Le Liban, c'est le Sud, mais... Israël, c'est le Nord. Oui, mais Gaza ? L'Egypte, c'est le Sud sauf le canal qui est quand même encore une opération rémunératrice. La Libye, c'est le Sud mais il y a encore peut-être un peu de pétrole au Sahara. Le Maroc, cela pourrait être un Nord. C'est l'un des problèmes de la zone. Chypre, Nord ou Sud ? Autant d'interrogations, autant de réponses. La Crète fait partie de la Grèce, c'est donc le Nord, mais... Malte, c'est un Nord par le trafic* ». Devant cet imbroglio, il conviendrait plutôt de parler de « juxtaposition de tout ».

De plus, en tant que mer *euro-arabe* ou *euro-musulmane*, la Méditerranée ne se limite pas à deux *ensembles civilisationnels* ; elle est certes avant tout un monde de grandes civilisations, mais de nombreuses minorités y sont implantées. Là encore la diversité s'impose : la chrétienté cohabite avec l'orthodoxie tandis que l'arc méditerranéen, du nord-est au sud-ouest, abrite plusieurs « *islams* ». On y observe des groupes très diversifiés dont les buts et modes opératoires se différencient. Pour certains mouvements fondamentalistes tels l'AIS (Armée Islamique du Salut) et le GIA (Groupe Islamique Armé) en Algérie, ou encore le Gamaat al Islamiya en Egypte, il s'agit de pratiquer la violence nationaliste au nom de l'islam. Pour les mouvements radicaux islamiques qu'on ne peut assimiler à des organisations terroristes, l'état final recherché est l'accession au pouvoir en toute légalité. Il convient donc de discerner les deux tendances. Enfin, cet ensemble régional se caractérise par des écarts très prononcés de niveaux de vie, et par toute la panoplie de systèmes politiques, des moins policés aux plus démocratiques.

Rien d'étonnant dans ces conditions qu'un magma présentant de si nombreuses lignes de fractures puisse regrouper tant de facteurs de crises.

## **1.5. La Méditerranée aujourd'hui : quelles menaces et quels risques ?**

*« Le facteur le plus préoccupant, s'agissant de la façade sud-européenne, touche à la prolifération des armements de destruction massive dans cette région. »*

Pierre Lellouche

Tandis que, par définition, la menace est un acte par lequel on exprime la volonté qu'on a de faire du mal à quelqu'un<sup>12</sup>, le monde industrialisé lui préfère une acception plus étendue : le Nord estime que, par leur capacité à déboucher sur une confrontation armée, les difficultés internes dont souffre le Sud relèvent de la menace. Il en résulte une militarisation du socio-économique par les sociétés occidentales qui se plaisent à entretenir la confusion entre le risque et la menace pour justifier leur posture stratégique.

<sup>11</sup> Docteur en histoire et en géographie, professeur à Montpellier III et à l'I.E.P. d'Aix en Provence et membre du CNRS

<sup>12</sup> Définition du dictionnaire Larousse

### 1.5.1. Evaluation des menaces militaires<sup>13</sup>

Si les risques de prolifération en Méditerranée sont largement déterminés par l'évolution de la situation au Moyen et Proche-Orient, ils n'épargnent guère le reste de l'ensemble méditerranéen, le bassin constituant l'un des dépôts de munitions les plus impressionnants de la planète. A lui seul, le foisonnement des armes menace la paix. Ici sans doute plus qu'ailleurs, «*la sécurité est inséparable de l'armement* » nous rappelle justement Marc Bonnefous<sup>14</sup>. En effet, hormis les Etats-Unis, les seuls Etats riverains n'entretiennent pas moins de 2000 navires de combats qui se côtoient et 300 000 hommes en permanence mobilisés qui se font face. Cette densité représente en soi une menace potentielle qui amène monsieur Ridolfi à considérer la Méditerranée comme «*une mer interdite* »<sup>15</sup> par l'excès de militarisation qui la caractérise, et ce malgré le retrait de la V<sup>e</sup> escadre soviétique de Méditerranée, en place depuis 1964 avec plus de 50 bâtiments. En apparence, le Nord semble être la victime de ces excès : la contraction sensible de ses crédits militaires depuis les années 80 contraste en effet avec l'augmentation concomitante des dépenses des pays arabes. Mais, en approfondissant, on s'aperçoit que la responsabilité est amplement partagée : tandis que les pays riches du nord-méditerranéen alimentent le marché des armes en succombant aux affres de la compétition commerciale et en y plaçant leurs commandes sans aucun scrupule, ceux du Sud font peser sur leurs voisins une incertitude qui encourage cette escalade sécuritaire.

Par ailleurs, le différentiel entre les chiffres de deux organismes aussi crédibles que le Military Balance et l'annuaire du SIPRI témoigne de l'absence totale de transparence des acteurs de la région. L'Irak, qui début 1991 affirmait posséder 51 missiles *Al Hussein* en détenait en réalité plus du triple<sup>16</sup>. Depuis la défaite du régime de Bagdad, l'absence d'informations de dépenses militaires laisse planer un doute sur les intentions futures du dictateur irakien. L'Iran entretient lui aussi sur ce point une incertitude pesante en fournissant des chiffres probablement très nettement inférieurs à la réalité<sup>17</sup>.

Faut-il alors voir dans toutes ces attitudes la manifestation d'une stratégie du faible au fort, une nouvelle arme de dissuasion du pauvre en quelque sorte ou bien, plus grave encore, l'objet d'une ambition territoriale ? Nul ne saurait le dire mais toujours est-il que ces comportements créent une surenchère préjudiciable à la stabilité de la région.

Mais, à l'exception de l'Arabie Saoudite dont les missiles chinois de type CSS-2 d'une portée de 2700 km pourraient atteindre l'Europe, les pays du pourtour méditerranéen n'ont pas réellement cette capacité. Les moyens qu'ils acquièrent ou développent tels les missiles balistiques restent d'une portée modeste. Ils traduisent simplement leur perception des intentions des autres. Ainsi, se sentant encerclé par le monde arabe, Israël a mis au point les missiles *Jéricho 1*, *Jéricho 2*, et plus récemment *Shavit* atteignant respectivement 650 km, 1500 km et 2500 km. Pour leur part, l'Iran et la Syrie ont reçu livraison de missiles nord-coréens *Scud C* d'une portée de 500 km, tandis que la Libye possède des missiles de type *Scud -100* capables d'atteindre 600 km, l'Egypte des missiles *Scud B* portant à 300 km, et l'Algérie des *Frog 7* courte portée sans guidage terminal. La capacité chimique est aussi largement répandue dans l'ensemble du bassin. Mais, même s'il faut voir la crainte de l'autre dans cette fuite en avant, la volonté de domination peut être aussi à l'origine de choix militaires disproportionnés au regard de la menace réelle : ainsi, la plupart des pays du Sud ne renoncent pas à acquérir des missiles de croisière.

---

<sup>13</sup> Source GRIP

<sup>14</sup> Marc Bonnefous : *Vers un nouveau concept de sécurité ?* Actes du séminaire sur la sécurité en Méditerranée Rome, 30 et 31 janvier 1991

<sup>15</sup> Cité par André Vigarie : *Méditerranée, mer aux multiples dangers*. La revue maritime, n°439, 1995, p.32

<sup>16</sup> Hervé Couteau-Bégarie : *La guerre du Koweït de 1990 à 1991*. Enseignement général, module stratégie, publication CID, 1999/2000, p. 39

<sup>17</sup> 1,7 % du PIB en 1995

Pour ce qui concerne les matériels lourds, le niveau de militarisation au Sud est élevé. L’Egypte, Israël, la Syrie, l’Algérie et la Libye, pour ne citer que ceux-là, disposent de sous-marins d’attaque. Sur le papier, la Libye possède une aviation impressionnante ; forte de plus de 400 appareils de combat et de près de 70 hélicoptères armés, elle représente la force aérienne la plus puissante de la rive sud de la Méditerranée occidentale. Si, en l’état actuel des connaissances, les capacités nucléaires de la région restent concentrées entre peu de mains, la sous-estimation de l’avancement des travaux des Irakiens dans ce domaine ainsi que la découverte en Algérie de l’existence d’un réacteur nucléaire d’essai de 15 MW mis au point avec l’assistance de la Chine sont autant de facteurs incitant aujourd’hui à la plus grande prudence. C’est aussi l’avis de François Géré, qui pense que « *la situation algérienne se ramène finalement à un problème de prospective. Sur vingt ans, avec des conditions favorables, à savoir de l’aide financière, des solidarités et une mise de fonds importante, l’Algérie pourrait développer des capacités nucléaires assez importantes pour lui ouvrir la voie du nucléaire militaire* ». Profitant des limites de l’efficacité du traité de non-prolifération et des mesures de garanties associées, certains pays n’ont pas perdu l’espoir d’acquérir des armes nucléaires.

Dans ces conditions, la menace d’embrasement de la région existe réellement.

### **1.5.2. Menaces non militaires : un risque pour l’Union européenne**

Il est d’autres domaines qui se posent en défi pour l’Europe.

La Méditerranée est aussi le théâtre d’un fort différentiel démographique entre ses deux rives. Ainsi, d’ici à vingt cinq ans, on estime que les pays arabes de la Méditerranée, dont la classe d’âge 0-15 ans domine, enregistreront une augmentation de leur population de 90% contre seulement 6% pour l’Europe. Cette situation ne serait pas alarmante en soi si elle ne s’accompagnait pas d’un différentiel économique tout aussi prononcé, aux effets sociaux désastreux de plus en plus perceptibles, mais dont on peine aujourd’hui encore à percevoir avec réalisme et objectivité les conséquences à long terme. A cet égard, il faut noter que, depuis trente ans, les pays tiers méditerranéens remboursent plus à la CEE chaque année qu’ils ne reçoivent de l’OCDE. De plus, si l’on n’y prend garde, la frustration des pauvres continuera à croître dangereusement au rythme de l’opulence de l’Europe occidentale. Elle alimente déjà aujourd’hui les discours les plus véhéments. Pour autant, même sans écarter l’idée d’une violente fuite en avant, il apparaît plus pertinent de parler de risque que de menace.

Par suite, ces lignes de fracture pourraient provoquer des mouvements migratoires de grande ampleur en direction des pays riches. L’immigration serait un « *exutoire à un cadre de vie qui tend à se transformer en cadre de mort* »<sup>18</sup>. De plus, en l’absence de perspectives sociales, elles pourraient aussi être le terreau d’extrémismes locaux capables de déstabiliser les tentatives démocratiques<sup>19</sup> et, simultanément, de développer une stratégie d’exportation de la violence sur le territoire européen. L’instauration de régimes théocratiques à deux pas de l’Espagne serait d’autant plus préoccupante que les Etats qui accueillent les mouvements terroristes sont précisément ceux qui sont en train de se doter d’armes de destruction massive.

Enfin, eu égard à la fragilité des équilibres politiques nationaux au Maghreb et aux dissensions internes qui secouent l’Union du Maghreb arabe, le risque n’est pas négligeable d’y voir un jour l’islamisme s’implanter. Cette hypothèse n’est pas utopique : l’attentat de Marrakech en avril 1994 laisse à penser que l’intégrisme algérien n’a pas renoncé à l’idée d’exporter son modèle au reste de la région, et les récentes découvertes en Belgique d’un manifeste de 50 pages par certains spécialistes du renseignement semblent accréditer

---

<sup>18</sup> Bichara Khader : *L’Europe et la Méditerranée, géopolitique de la proximité*. Ed L’Harmattan, 1999, p. 291. B.Khader est le directeur du centre d’études et de recherche sur le monde arabe contemporain

<sup>19</sup> Sur fond de guerre civile, l’Algérie oscille entre autoritarisme progressiste et islamisme agressif

l'hypothèse du développement en Europe d'un réseau marocain originaire du nord du pays. Ce groupe armé, le Al-Jama'at al Islamiyyat al Moujahida fi-i-Maghrib<sup>20</sup> y décrit son combat contre les lois de la constitution marocaine jugées anti-musulmanes. Même minime, cette perspective de déstabilisation des régimes en place au Maghreb doit inciter l'Europe à la méfiance. Elle ferait de l'Afrique du Nord une véritable puissance maritime méditerranéenne et océanique de la Libye au Maroc, plaçant ainsi l'Espagne de Gibraltar à la merci de mortier marocain, et la France à portée de missiles balistiques. Une telle situation modifierait profondément les équilibres actuels ainsi que la nature et le contenu des relations entre voisins ; elle menacerait notamment l'application des accords internationaux qui garantissent la liberté de navigation dans le détroit de Gibraltar comme ces règles avaient pu être dénoncées antérieurement dans le détroit d'Ormuz.

## **1.6. Réaffirmation de la Méditerranée en tant que pôle stratégique majeur**

*« La géographie, (...) la seule constante de la politique étrangère. »*

Bismarck

Au seuil du troisième millénaire, il n'est pas question d'envisager « la fin de l'histoire »<sup>21</sup> en Méditerranée. Bismarck ne nous aurait sans doute pas contredit. La disparition de l'empire soviétique a même entraîné son renouveau géostratégique : désormais, elle bénéficie des contacts avec les pays issus de l'effacement de l'URSS qui, pour leurs échanges, s'ouvrent par elle sur l'ouest et sur les océans ; de plus, l'implosion du bloc de l'Est a redonné à bon nombre d'Etats une liberté d'agir jusqu'alors anesthésiée sous le joug du communisme.

Sur le plan géoéconomique, la zone méditerranéenne présente une très grande valeur. Elle abrite près des 2/3 des réserves mondiales de pétrole, si toutefois on accepte de considérer la mer Caspienne comme une excroissance de celle-ci. Par voie de conséquence, ses routes maritimes décuplent sa valeur stratégique en fournissant le lien du principal océan à la plus importante zone énergétique du monde, notamment depuis l'inauguration des richesses en gaz naturel et pétrole dans le Caucase et en Asie centrale.

Sa géographie, notamment son étroitesse en certains endroits, lui apporte également une plus-value stratégique, que renforcent les nombreuses îles qui la sillonnent. Ainsi, d'un point de vue militaire, « *la projection stratégique est rarement directe. Il faut donc posséder les îles qui voisinent avec le continent sur lequel on veut se projeter. Elles sont en effet des bases de projection idéales* »<sup>22</sup>. Faut-il rappeler que la prise de Gibraltar par les Britanniques au XVIII<sup>ème</sup> siècle a été l'un des éléments pivots de leur stratégie, et que les grandes nations se sont disputées la plupart de ses îles, multiplicatrices de puissance : la Sicile a ainsi constitué pour la Luftwaffe une base remarquable de 1941 à 1943 pour la protection des troupes allemandes engagées en Libye ou en Tunisie, et pour l'attaque des convois ou celle de Malte. La constellation de ports dont certains possèdent des aptitudes aéroportuaires tout à fait remarquables participe aussi de cette dimension stratégique. Enfin, la *mare nostrum* constitue une véritable plate-forme de transit ou de départ d'une éventuelle intervention rapide en direction de l'Asie du sud-ouest, du Moyen-Orient ou de l'Afrique. La guerre du

---

<sup>20</sup> Le groupe islamique combattant dans la voie du  *jihad*  au Maroc

<sup>21</sup> Francis Fukuyama :  *La fin de l'histoire et le dernier homme* . Ed Flammarion, 1993

<sup>22</sup> Aymeric Chauprade :  *Introduction à l'analyse géopolitique* . Ed. Ellipes, 1999, p. 73

Golfe a plus récemment réaffirmé l'importance du bassin puisque « plus de 80 % de l'acheminement du fret a reposé sur les moyens de transport maritime »<sup>23</sup>.

A l'avenir, en dépit d'immenses progrès technologiques qui compriment le temps et l'espace, sa position géographique est certaine de lui garantir un grand attrait stratégique. Vouloir y défendre ses intérêts régionaux suppose en effet d'y assurer la permanence de sa présence physique. Ainsi, pour Hervé Couteau-Bégarie, « l'avion est incapable d'assurer une permanence sur zone. La possession de bases est toujours indispensable »<sup>24</sup>. Les puissances en quête de suprématie en Méditerranée ont effectivement toujours cherché à en disposer ; « et lorsqu'on ne dispose pas de ces bases sur place, » poursuit-il, « c'est le rôle des flottes d'assurer cette présence permanente »<sup>25</sup>. Ces infrastructures lui faisant défaut à l'ouest du Bosphore malgré les facilités syrienne et libyenne, la V<sup>e</sup> flotte soviétique a ainsi vu son efficacité militaire limitée sous le poids des contraintes logistiques, d'avitaillement et de soutage.

Il ne fait aucun doute que la valeur géostratégique de la Méditerranée n'a pas souffert des profondes mutations de la décennie passée qui l'ont transformée en une arène, dans laquelle s'exerce au moins autant qu'avant le jeu de la puissance.

## **2. La perception stratégique de la Méditerranée par les Etats-Unis: une impasse pour l'Union européenne ?**

La Méditerranée obéit aux grands principes stratégiques américains. Parmi eux, la dissuasion assurée par la VI<sup>e</sup> flotte des Etats-Unis, leur *forward presence*, et la façon américaine de faire la guerre, l'*American way of war*, fondée sur la recherche de l'anéantissement de l'adversaire. Le compromis n'a pas vraiment sa place. En fait, « la géostratégie situe le monde arabe sur le flanc sud de l'Europe et le Moyen-Orient sur celui de l'URSS »<sup>26</sup>. Ce raccourci saisissant de Samir Amin éclaire le fait que, pour les dirigeants américains, l'ensemble « Méditerranée – Moyen-Orient » constitue une région vitale depuis 1945 dans laquelle devrait s'appliquer la *stratégie nationale de sécurité*<sup>27</sup> pour le XXI<sup>ème</sup> siècle élaborée par la Maison Blanche en 1997.

### **2.1. La culture stratégique américaine**

« Il n'y a pas de substitut à la victoire. »

Général MacArthur<sup>28</sup>

Concept apparu aux Etats-Unis il y a une vingtaine d'années, la culture stratégique cherche, en s'appuyant sur l'analyse historique, culturelle, sociale et géopolitique, à identifier l'ensemble des pratiques traditionnelles et des habitudes de pensée qui, dans une société géographiquement définie, se combinent dans des proportions différentes pour gouverner

<sup>23</sup> Hervé Couteau-Bégarie op. cit. p. 48

<sup>24</sup> Hervé Couteau-Bégarie : propos tenu lors de la conférence du 20/12/99 au CID

<sup>25</sup> Ibid

<sup>26</sup> Samir Amin : *Les enjeux stratégiques en Méditerranée*. L'Harmattan, Paris 1992, p. 53

<sup>27</sup> The White House : *A national security strategy for a new century*. 1997

<sup>28</sup> Discours prononcé devant le Congrès américain le 8 janvier 1991

l'organisation et l'emploi de la force militaire au service d'objectifs politiques<sup>29</sup>. Mais, bien comprendre la nature de la culture stratégique américaine suppose préalablement d'extraire de l'histoire des Etats-Unis les éléments susceptibles de déterminer certains facteurs comportementaux permanents.

Dès le XVII<sup>ème</sup> siècle ont débuté les guerres de pacification opposant les colonies britanniques et les Indiens. Ces affrontements eurent pour enjeu la survie même de la civilisation américaine contre la sauvagerie, et ont systématiquement suivi un processus identique, à savoir défaites et invasions, rétablissement puis victoire finale. C'est ainsi que s'est développé dans l'inconscient américain un optimisme extraordinaire, les Etats-Unis étant convaincus de leur capacité à recourir à la force armée avec la certitude de triompher. Toutes les guerres suivantes confirmèrent cette supériorité face à des adversaires toujours plus faibles, qu'ils soient indiens, mexicains ou espagnols. De plus, les atrocités étaient toujours, à l'origine, le fait de l'ennemi, ce qui conforta la société dans l'idée que l'extension de son territoire obtenue n'était alors que la juste rétribution de la vertu américaine. Parallèlement, les Etats-Unis passèrent d'une structure agraire isolationniste à une société urbaine cosmopolite liée à l'Europe atlantique, ce qui les incita à conduire des actions armées visant à défendre leurs intérêts commerciaux. Enfin, intimement convaincus depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle que tous les peuples aspirent à la paix et à l'ordre international, mais aussi parfaitement sûr de leur puissance économique et sociale fondée sur la démocratie, les Etats-Unis considèrent comme valeur universelle *l'American way of life*. Le risque est alors de considérer que toute loi ou ordre établi est acquis, et, qu'à l'inverse, toute contestation ou transgression relève du mal. Il en résulte une propension à vouloir combattre toute digression plutôt que d'entreprendre une négociation : c'est la doctrine de la guerre juste. Militairement, ce que l'intervention au Koweït a confirmé, cette vision se traduit par la volonté d'obtenir par la guerre totale une reddition sans condition de l'adversaire.

De cette rapide lecture historique ressortent les principaux facteurs qui déterminent les comportements stratégiques américains aujourd'hui : les Etats-Unis estiment être le détenteur légitime de la force, de la vérité, et d'un modèle socio-économico-politique universel. Dans sa forme paroxysmale, ce désir hégémonique peut se traduire par la volonté d'anéantissement de l'ennemi, subissant en cela l'influence forte de Jomini. Dans ses deux œuvres majeures<sup>30</sup>, ce stratège définit treize principes. Le douzième précise que la destruction de l'armée ennemie doit être l'objectif ultime, ce qu'il appelle « *la poursuite de l'armée vaincue* ». Ce principe figure d'ailleurs encore explicitement dans le manuel de campagne de l'US Army FM100/5 et conserve toute son actualité pour avoir été largement appliqué pendant l'opération *Desert Storm*. L'option stratégique retenue par le général Powell s'en était étroitement inspirée, le but du stratège américain étant d'agir « *soudainement, de manière décisive, avec une force suffisante pour résoudre l'affaire rapidement* »<sup>31</sup>, en assénant des coups violents à l'ennemi (*sledgehammer blows*). On aurait presque l'impression de lire Jomini. En outre, les stratèges américains font aussi très largement référence à Dennis Hart Mahan, dont les idées sont proches de celles de Jomini. Père fondateur de la stratégie navale, il considère que « *le peuple américain a naturellement l'esprit offensif. C'est une nation de braves gens peu habitués aux privations. Ils ne sont pas enclins à faire traîner une guerre. Au contraire, ils essaieraient de la terminer le plus vite possible en assénant des coups violents à l'ennemi* ». On retrouve aujourd'hui cette influence dans la doctrine maritime américaine qui repose sur la projection planétaire de sa puissance.

Il apparaît donc que les Etats-Unis ne sont pas naturellement enclins au compromis. L'opération *renard du désert* fut à cet égard un cas d'école d'application de la culture stratégique américaine, les Etats-Unis ayant montré à cette occasion leur attirance pour l'emploi de la stratégie punitive.

<sup>29</sup> Définition empruntée à Carnes Lord dans *American strategic culture. Comparative strategy*, 1985

<sup>30</sup> *Traité des grandes opérations militaires et Précis de l'art de la guerre*

<sup>31</sup> cité par Hervé Couteau-Bégarie : op. cit. p. 16

## **2.2. Perception stratégique américaine de la Méditerranée**

C'est avant même de s'être assuré de la maîtrise de leur propre Méditerranée, celle des Caraïbes, que les Etats-Unis prendront pied sur le flanc sud de l'Europe qui désormais constitue un axe prioritaire de leur stratégie mondialiste.

### **2.2.1. La Méditerranée et les Etats-Unis : une histoire commune récente**

Il est important de noter qu'à l'échelle du temps, les Etats-Unis font figure de nouveaux venus en Méditerranée. Ce constat n'est pas sans conséquence.

Il faut en effet attendre l'époque contemporaine pour remarquer que l'éloignement géographique du *grand lac salé* ne suffit plus à les décourager. Ils ne cesseront dès lors de s'y intéresser. C'est vers la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle que les premières frégates américaines commencent à mouiller en Méditerranée, témoignant ainsi d'une prise de conscience de l'intérêt stratégique du bassin dans lequel elles effectueront leur première action de feu en bombardant Tripoli en 1804. Le débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie symbolisera en 1942 l'avancée des Etats-Unis dans la zone. Le maintien de leur présence après le second conflit mondial nourrit l'hypothèse selon laquelle cette attitude est dictée par la défense d'intérêts nationaux. Depuis, la consolidation de leur présence en Méditerranée s'effectuera sous le double aspect de la menace soviétique et des ressources pétrolières de certains pays riverains.

### **2.2.2. L'intérêt stratégique majeur de la Méditerranée pour les Etats-Unis**

Les textes de défense américains confirment que le théâtre méditerranéen constitue l'un des axes prioritaires de la stratégie du Pentagone. Quatre des cinq intérêts vitaux définis dans la *stratégie nationale de sécurité* y trouvent un champ direct d'application :

- empêcher l'émergence d'une coalition régionale hostile ou hégémonique,
- s'assurer le libre accès aux marchés « clés » (*key market*), aux ressources énergétiques et stratégiques,
- dissuader et si nécessaire, s'opposer à une agression contre leurs alliés ou amis,
- s'assurer de la liberté de transit sur les océans, dans les espaces aériens, dans l'espace, et de la sécurité des voies de communications vitales.

L'objectif de cette politique de défense est de garantir le maintien de la stabilité dans le but à peine dissimulé de servir prioritairement les grands desseins nationaux bien peu philanthropiques : ainsi, l'enjeu majeur dans cette région demeure la libre extraction et circulation du pétrole, les Etats-Unis s'y approvisionnant actuellement pour la moitié de leur consommation. Il serait bien surprenant que cette priorité évolue dans un sens moins mercantiliste quand on sait qu'à l'avenir cette dépendance énergétique nord-américaine est appelée à croître au rythme de l'épuisement de leurs ressources pétrolières. Dans ces conditions, il leur est essentiel de maintenir le statu quo actuel et d'éradiquer toute tentation de velléité offensive d'un *rogue state*. Sur le plan prospectif, l'identification par Washington d'un certain nombre de défis témoigne d'une volonté d'enracinement dans la région :

- jusqu'en 2015, les Etats-Unis pensent qu'une puissance régionale pourvue d'un appareil militaire significatif comme l'Irak pourrait s'attaquer à l'un de leurs alliés ou amis, en partie pour défier militairement leurs propres intérêts ;

- les Etats en déliquescence ou en implosion, notamment dans les régions où les Etats-Unis ont des intérêts importants représenteront autant de menaces à contrôler ;
- l'augmentation probable dans les 15 prochaines années des dangers transnationaux (terrorisme, trafics de drogue, crimes organisés...) constituera un défi qui, mal maîtrisé, aurait inévitablement des conséquences pour le peuple et les intérêts américains.

On voit bien à quel point la présence américaine en Méditerranée est dictée par des considérations purement nationales. Pour Robert Satloff<sup>32</sup>, il s'agit clairement de « *la sécurité et la survie d'Israël, et un accès libre au pétrole et au gaz, à un prix raisonnable* », avis que complète Nicolas Sarkis<sup>33</sup>, pour qui « *la sécurité des approvisionnements est devenue une priorité absolue pour Washington* ». C'est ainsi qu'on voit fleurir les sociétés pétrolières américaines en Asie centrale. C'est aussi le pétrole qui explique la forte implication de l'administration Clinton dans le processus de paix au Proche-Orient.

Mais, conscient d'avoir besoin de l'appui direct ou indirect du camp occidental, les dirigeants américains cherchent à impliquer l'Europe dans la sécurité du bassin.

### **2.3. Entre stratégie « déclaratoire »<sup>34</sup> ...**

*« La prochaine guerre pourrait résulter de n'importe quelle combinaison de facteurs d'explosion : difficultés économiques, pénuries d'eau, fanatisme religieux, et j'en passe. »*

Amiral Lopez<sup>35</sup>

Un tel constat devrait conduire les Etats-Unis à concevoir une stratégie totalement adaptée à la nature des risques. Malgré les apparences, il n'en est rien. On observe en réalité un profond décalage entre les grands principes exposés précédemment et l'action menée sur le terrain politico-diplomatique.

Thomas Schelling<sup>36</sup> dans les années 60 s'est essayé à appliquer la théorie des jeux<sup>37</sup> « *aux logiques cachées de la guerre et la paix* »<sup>38</sup>. Il fut repris par Hervé Couteau-Bégarie qui affirme que « *la stratégie pure est fondamentalement un jeu à somme nulle : ce que l'un gagne, l'autre le perd, de sorte qu'en théorie pure, le produit final est supposé demeurer constant* »<sup>39</sup>. On peut se risquer à tenter d'appliquer la même théorie en l'élargissant à la sécurité. A l'inverse de la stratégie de la guerre, le concept de sécurité collective ne peut se concevoir comme un jeu à somme nulle où ce qui est gagné par l'un est perdu par l'autre. Un tel schéma conduirait inévitablement à faire cohabiter la sécurité de l'un et l'insécurité de l'autre. Bichara Kadher va même plus loin. Selon lui, en Méditerranée, « *la sécurité absolue*

<sup>32</sup> Directeur exécutif du Washington Institute for Near East Policy

<sup>33</sup> Directeur de la revue : *Le pétrole et le gaz arabes*

<sup>34</sup> Marcel Duval : *La stratégie américaine en Méditerranée, perception d'un français*. Revue de la défense nationale, 10/97, p. 30

<sup>35</sup> Commandant en chef du flanc Sud de l'OTAN. Propos tiré d'un article dans International Herald Tribune du 20 mai 1997, cité par Gilbert Achcar : *Surenchère au sujet du flanc Sud de l'OTAN*. Le débat stratégique n° 33, juillet 1997.

<sup>36</sup> Thomas Shelling : *Stratégie du conflit*. Paris, presses universitaires de France, 1980

<sup>37</sup> La théorie des jeux à somme nulle prévoit que ce qui est gagné par l'un est perdu par l'autre. Celle des jeux à somme non nulle introduit à l'arrivée un déséquilibre. Le champ initial de cette théorie est économique.

<sup>38</sup> Armelle Le Bras-Chopard : *La guerre, théories et idéologies*. Col. clefs politiques, 1994, p. 110

<sup>39</sup> Hervé Couteau-Bégarie : *Traité de stratégie*. Economica, 1999, p. 77

de l'un suppose l'insécurité absolue de l'autre »<sup>40</sup>. Bien que les dirigeants américains s'en défendent et prônent le principe de la sécurité partagée, et que, en 1990, l'OTAN reconnaît que la «*sécurité de chaque Etat est indissociablement liée à celle des voisins* », c'est pourtant l'option du jeu à somme nulle que les Etats-Unis imposent à la Méditerranée. Ils y exercent politiquement et militairement avec leur VI<sup>e</sup> flotte une pression qui anéantit tout espoir d'une sécurité fondée sur la réciprocité. Car qui dit sécurité partagée dit équilibre des forces. C'était bien en quelque sorte ce sur quoi reposait le pacte ambigu de la bipolarité qui avait consacré la paix en Europe depuis 1945. Au regard des forces en présence en Méditerranée, la réalité est tout autre.

La seconde contradiction est inscrite dans le discours tenu face à la menace islamiste. Dès qu'il s'agit d'intérêts nationaux, les Etats-Unis n'hésitent plus à bafouer certains de leurs principes fondamentaux : c'est sans aucun complexe qu'ils soutiennent l'action des Talibans afghans, islamistes sunnites usant de méthodes antidémocratiques, celles-là même que la Maison Blanche affirme dans le même temps être résolument décidée à combattre. Pour Olivier Roy, cette décision est exclusivement motivée par des considérations économiques. Selon lui, «*l'empressement de Washington résulte d'un élément clé de l'évolution actuelle en Aghanistan : le projet de gazoduc reliant le Turkménistan au Pakistan* »<sup>41</sup>. Dans la même logique, alors que d'un côté Washington accuse l'Irak, l'Iran et la Libye d'être les principaux instigateurs du terrorisme international, et leur impose à ce titre des sanctions économiques, il passe dans le même temps sous silence le Pakistan.

En outre, en marge de leur ambitieuse *stratégie nationale de sécurité*, les Etats-Unis ne cessent d'inciter les Européens à prendre leurs responsabilités et à assurer eux-mêmes la stabilité dans leur sphère directe d'influence. La Méditerranée n'en fait-elle pas partie ? En omettant d'en fixer le contour précis, les Américains conservent ainsi toute latitude pour apprécier au cas par cas la liberté d'action laissée à leurs partenaires ou, par un terme en la circonstance mieux approprié, le niveau de délégation qu'ils daignent leur attribuer.

Les Etats-Unis admettraient-ils la prise en charge totale par l'Europe de sa sécurité en Méditerranée ? On peut très fortement en douter tant une telle idée paraît se situer aux antipodes de leur culture stratégique. Faut-il alors interpréter plutôt cela comme une incitation à ce que l'Europe étende son action à d'autres champs que militaire, prenne en charge une zone de l'espace méditerranéen, ou bien soit en mesure de conduire certaines interventions hors du cadre otanien, mais avec sa bénédiction et sous son contrôle ? L'une de ces trois dernières hypothèses semble nettement plus probable.

On voit donc bien l'ampleur du décalage entre le discours américain et la réalité des faits. L'engagement politique, militaire et diplomatique de Washington dans la région offre aux autres une liberté d'action infime.

---

<sup>40</sup> Bichara Khader : op. cit. p. 284

<sup>41</sup> Le Monde diplomatique : novembre 1996

## **2.4. ...et stratégie effective <sup>42</sup>: la Méditerranée, un exemple de d'application de la stratégie américaine de « containment » de l'Union européenne**

« Les Etats-Unis ne se sont pas attaqués de front à la construction européenne. En revanche, ils ont tout fait pour la tuer dans l'œuf. »

Emile Coury<sup>43</sup>

Peut-on parler d'une « Méditerranée (...) sans maître »<sup>44</sup> quand on voit la part prise par les responsables américains dans les questions de sécurité en Méditerranée soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Alliance atlantique qu'ils dirigent sans partage ? Ne conviendrait-il pas mieux comme le pense Gabriel Jandot la considérer comme un lieu où « *cohabitent encore riverains et non riverains* », voire même aller plus loin et la caractériser comme une zone où se côtoient « propriétaire et locataires » ? Il y aurait ainsi les Américains... et les autres. Mais dans ce contexte, ce qui frappe le plus et devrait inquiéter les responsables européens est que, vu des Etats-Unis, le changement de statut de la Méditerranée intervenu avec la disparition de l'empire soviétique a entraîné la dévalorisation stratégique du continent européen. Ainsi, pour Bichara Khader « *l'Europe ne constitue plus le front central d'un dispositif dont la Méditerranée représente le flanc sud, mais participe comme la Méditerranée de la chaîne logistique menant vers le Golfe* »<sup>45</sup>.

Cette tentative d'instrumentalisation de l'Europe en Méditerranée n'est pas nouvelle. Déjà, du temps de la guerre froide, les Américains manifestaient sans détour leur hostilité au développement d'une entité méditerranéenne que préconisait Georges Pompidou dans les années 70. Il est vrai que la perspective d'une Méditerranée unie, lieu de passage entre le Nord, le Sud et le Levant menaçait leur hégémonie. Contrairement à leur position restée inchangée, leur façon d'opérer est devenue plus subtile : il s'agit de compromettre politiquement et militairement leurs alliés européens dans leur politique méditerranéenne. Les exemples de mise en application de cette stratégie ne manquent pas. Une action comme le bombardement de Tripoli, pour lequel la VI<sup>e</sup> flotte était sans contestation possible la mieux placée, a ainsi été accomplie dans des conditions beaucoup plus délicates, mais en engageant la responsabilité de l'Angleterre (base de départ), celle de la France et de l'Espagne (espaces aériens de transit), et enfin de l'Italie (siège des moyens de guidage et de recueil). De même, les croiseurs-missiles déployés dans le sud de la Sicile du temps de la bipolarité semblaient d'une efficacité militaire contestable face aux SS-20, et étaient au plus loin de tous les objectifs soviétiques, mais à portée de la majorité des capitales arabes, Rabat, Alger, Tunis, Le Caire, Amman, Damas et Tripoli. Dans cette optique, la VI<sup>e</sup> flotte restait une fois encore la mieux placée ; mais, aux yeux des stratèges américains, le choix retenu présentait l'immense avantage d'impliquer un Etat sud-européen.

Aujourd'hui, le *containment* politique de l'Europe s'exerce à travers l'OTAN, comme en témoigne l'intransigeance de Washington au sujet du commandement sud de l'organisation. En fait, le but est selon Bruno Colson « *d'utiliser l'OTAN pour garder l'Union européenne en bas, (...) pour dénationaliser la politique de sécurité de ses membres, sauf évidemment celle des Etats-Unis* »<sup>46</sup>. En d'autres termes, il s'agit de « *socialiser les militaires et les diplomates européens qui y travaillent, (...) afin de les détacher de leur pays respectif,*

<sup>42</sup> Marcel Duval, op. cit. p. 31. L'auteur utilise le terme « opératoire »

<sup>43</sup> Emile Coury : *L'Europe et les Etats-Unis : un conflit potentiel*. Ed de l'aube, 1996, p. 52

<sup>44</sup> Francis Gutmann : op. cit. p.6

<sup>45</sup> Bichara Khader : op. cit. p. 39

<sup>46</sup> Bruno Colson : *La stratégie américaine et l'Europe*. FEDN, Economica, 1997, p. 72

dont elle (l'OTAN) leur fait oublier les intérêts nationaux »<sup>47</sup>. La volonté du Conseil de l'Atlantique Nord en 1996 de développer l'identité européenne de sécurité et de défense par « la création de forces militairement cohérentes et efficaces, capables d'opérer sous le contrôle politique et la direction stratégique de l'UEO »<sup>48</sup> ne serait-elle qu'une concession de façade ? C'est ce que laisse penser Walter Slocombe, selon lequel « le but de l'adaptation de l'OTAN est de permettre à tous les alliés de travailler ensemble de manière plus efficace, pas de trouver une façon pour l'Europe de gérer une situation sans les Etats-Unis »<sup>49</sup>. Sur le terrain, le contrôle de l'Europe est réel. Pour Bruno Colson, « la guerre du Golfe (...) a été l'occasion d'un pseudo-multilatéralisme »<sup>50</sup>. Elle s'est résumée en une confrontation américano-irakienne sous couvert d'une coalition habilement manipulée. Non seulement les Etats-Unis en ont profité pour redire au monde que rien ne peut se faire sans eux et hors du champ de leur autorité, mais ils ont su par la même occasion décrédibiliser l'Europe naissante auprès de ses voisins d'outre-méditerranée qui s'attendaient de sa part à plus d'autonomie politique dans le traitement de la crise.

En fait, mer européenne jusqu'aux reculs français et britannique des années 50, puis théâtre secondaire de la guerre froide, la Méditerranée est devenue une mer américaine depuis 1977, date à laquelle les Etats-Unis reprisent aux soviétiques le contrôle du canal de Suez consécutivement aux accords de Camp David. En cela, on pourrait qualifier de prophétique la vision de l'amiral Mahan qui, en 1902, se risquait à voir la *mare nostrum* condamnée à tomber « sous l'hégémonie d'une puissance dominante qui pousserait ses avantages dans toutes les directions ». C'est du moins ce qui risque de se produire si les Etats-Unis continuent de bénéficier d'une complicité passive des Européens qui, majoritairement, semblent se satisfaire de la garantie de sécurité offerte par le gendarme du monde.

### **3. Le difficile décryptage de la stratégie européenne de sécurité en Méditerranée**

« Au cours du conflit du Golfe, l'Europe a affiché plus de dissensions politiques qu'elle n'a aligné de divisions militaires. »

Laurent Fabius<sup>51</sup>

Les quinze ne peuvent ignorer l'espace méditerranéen, son lot de risques et de menaces déjà développés. Il constitue incontestablement pour eux une zone d'intérêt vital. L'axe sud de la stratégie européenne devrait donc occuper une place importante dans tous les textes officiels de l'Union. Pourtant si, d'après Bruno Colson, « la stratégie américaine ne se laisse pas facilement décrypter »<sup>52</sup>, celle de l'Europe non plus, mais pour des raisons malheureusement bien différentes. On le doit à une « perception du besoin sécuritaire

<sup>47</sup> John S. Duffield : *NATO's functions after the cold war*. Political Science Quarterly, 1994-95, p. 775

<sup>48</sup> Session ministérielle, Berlin, 3 juin 1996, Revue de l'OTAN, vol 44, 1996-4, p. 31

<sup>49</sup> Slocombe 6/14 Speech ..., secrétaire adjoint à la Défense des Etats-Unis, p. 3

<sup>50</sup> Bruno Colson : op. cit. p. 16

<sup>51</sup> Laurent Fabius : *Le nouvel ordre mondial*. Relations internationales et stratégiques IRIS n°2, 1991, p. 14

<sup>52</sup> Bruno Colson : op. cit. avant-propos

*extrêmement variable d'une région à l'autre* »<sup>53</sup> qui varie selon l'importance des liens noués au fil de l'histoire et le degré de proximité géographique. On peut même se demander si l'Europe, cette *étrange superpuissance*<sup>54</sup>, a réellement une stratégie en Méditerranée ?

### **3.1. L'Est ou le Sud ? expression du poids du nationalisme européen**

*« L'enjeu méditerranéen n'est pas toujours mesuré dans toute son importance par les pays européens. Tandis que le défi posé par l'Europe de l'Est est grand, proche et évident, celui de la Méditerranée est souvent jugé mineur et lointain. On ne perçoit pas le danger d'une confrontation et d'une fracture entre le Nord et le Sud, tandis qu'on se rappelle bien les risques graves de la confrontation avec l'Est. »*

Stefano Silvestri<sup>55</sup>

La défense des intérêts particuliers en Europe bride aujourd'hui la solidarité européenne et dilue la vision stratégique du Vieux monde en Méditerranée. « *Le dialogue stratégique n'existe pas entre Européens, en tant que tels, en Méditerranée* »<sup>56</sup> estime Marcel Duval.

#### **3.1.1. Une fracture européenne Nord-Sud**

Quoique partagé par d'autres riverains, le rêve français d'une Méditerranée aux méditerranéens n'est manifestement pas celui des Allemands ni des Anglais, moins soucieux d'inventer ici une politique alternative à celle des Américains. Ainsi, largement majoritaire au sein du Parlement européen, la sensibilité nordique modère la volonté des pays du sud-européen d'aller de l'avant. Ce n'est qu'au terme de nombreuses luttes internes intestines qu'avance l'ouverture vers le Sud : c'est à l'Espagne, qui menaçait de bloquer le processus d'élargissement vers l'Est, que l'on doit l'adhésion de l'Allemagne au processus de Barcelone. Orpheline de son *rideau de fer* qui lui permettait d'avaliser les choix stratégiques américains, mais aussi de faire converger tous les regards de ses membres dans la même direction, l'Europe se trouve désormais placée devant une équation stratégique nouvelle et déstabilisante. L'Est ou le Sud ? Ce choix cornélien conduit tout droit à l'échec de toute vision collective de sa sécurité. A défaut, l'Europe se trouve alors prise dans un étau, celui de ses axes de sécurité. L'économie des forces si chère à Clausewitz ne préside donc pas à la stratégie européenne. C'est ainsi qu'elle se trouve empêtrée<sup>57</sup> dans cinq directions :

- L'axe euro-américain de sécurité à travers l'OTAN,
- L'axe nord-atlantique de sécurité à travers le CPEA (conseil du partenariat euro-atlantique),
- L'axe paneuropéen de sécurité à travers la CSCE (conférence pour la sécurité et la coopération en Europe),
- L'axe ouest-européen de sécurité à travers l'UEO,
- L'axe euro-méditerranéen de sécurité à travers le partenariat euro-méditerranéen.

<sup>53</sup> Jacques Rupnik (CNRS): *Vers une identité culturelle et politique européenne*. Conférence-débat de l'IFRI du 17 décembre 1999

<sup>54</sup> Titre repris d'un ouvrage de David Buchan : *Europe, l'étrange superpuissance*. Ed. Apogée, Rennes, 1993

<sup>55</sup> Membre de l'Institut des affaires internationales de Rome. Jean-François Daguzan et Raoul Girardet : *La Méditerranée Nouveaux défis, nouveaux risques*. Collection géostratégique, Ed. Publisud, 1995, p. 147

<sup>56</sup> Marcel Duval : op. cit. p. 44

<sup>57</sup> En référence aux alliances « empêtrantes » (*entangling alliances*) évoquées par Georges Washington

### **3.1.2. Le poids du nationalisme européen**

De plus, ces divergences régionales se doublent de facteurs nationalistes tout aussi pénalisants.

Cette situation est particulièrement vraie pour l'Europe du nord. Ainsi, la sensibilité de l'Allemagne aux questions méditerranéennes est assez récente, et tient à des considérations purement nationales : c'est en effet par peur des méfaits de l'ouverture des frontières internes à l'Europe que l'on doit cette inflexion vers le Sud. Pour sa part, fidèle à la droite ligne anglo-saxonne, la Grande-Bretagne fait cavalier seul : bien que le terrorisme constitue l'une des préoccupations majeures euro-méditerranéenne, elle n'a pas ressenti l'utilité d'interdire en septembre 1995 la tenue sur son sol d'une conférence de fondamentalistes islamiques. En outre, un récent rapport de la Chambre des Lords tire des conclusions qui s'alignent étrangement sur les positions d'outre-atlantique en focalisant seulement sur l'aspect économique de l'enjeu méditerranéen. Quant aux Pays-Bas, à en croire monsieur Kotsonis, ils se sentent encore à peine concernés par le sud-méditerranéen au point d'en être pratiquement encore à sensibiliser leurs représentants institutionnels sur la problématique régionale<sup>58</sup>.

Les pays plus sensibles à l'enjeu sécuritaire méditerranéen poursuivent aussi des objectifs personnels. Chacun compte sur les liens spécifiques entretenus avec chaque nation de la zone pour jouer sa propre carte. La France n'échappe pas à cette tentation : elle se trouve accusée par ses voisins de faire cavalier seul dans sa politique arabe et de chercher, un peu à l'image américaine, à défendre un point de vue national à travers le prisme européen.

### **3.2. Entre stratégie déclaratoire... et absence de stratégie effective : le constat d'échec**

Après quelques années de tergiversations, c'est en 1994 que le Conseil européen aboutit à un consensus et reconnaît explicitement que « *la Méditerranée constitue pour l'Union européenne une zone d'importance stratégique* ». Soucieux de promouvoir la paix et la stabilité par la prospérité, il approuve alors l'idée générale et les objectifs d'un partenariat euro-méditerranéen, basé cette fois sur des relations inter-étatiques, et fondé sur le renforcement de la coopération<sup>59</sup> dans une vaste gamme de domaines.

Mais, six ans plus tard, il convient d'admettre que, malgré l'omniprésence de l'évocation des questions euro-méditerranéennes, cet affichage dialectique est resté à l'état de déclaration d'intentions. On ne compte plus les séminaires et colloques sur le sujet organisés par les institutions compétentes. Mais trop souvent ces rencontres, « forums » ou « conférences » en sont restés à des considérations générales. On parle ainsi de « mesures de confiance », de « mécanismes de prévention », de « coopérations » ou autres vocables abstraits. Ces comités de réflexion se contentent d'identifier des problèmes sans jamais se donner réellement les moyens de les résoudre. Dressant le constat de l'incapacité européenne, les Etats-Unis trouvent alors l'occasion d'occuper à leur guise tout le terrain méditerranéen.

---

<sup>58</sup> Monsieur Kotsonis : *La coopération parlementaire dans la région méditerranéenne*. Rapport n° 1485 de la 41<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'UEO, 06/1995, p. 12.

<sup>59</sup> Politique, économique, social, culturel, humain et sécurité

Il semble donc que ni les Etats-Unis à long terme, ni l'Europe à court terme ne paraissent détenir les cartes susceptibles de garantir l'avenir de la sécurité méditerranéenne. Pourtant, le défi est réel et, quand on connaît la précarité des équilibres en Méditerranée, il est des scénarios manichéens qu'on ne peut évacuer de son esprit sans risque de commettre une erreur de jugement.

### **3.3. Essai de scénario fictif**

*« Nous ne possédons qu'une seule certitude : nous sommes confrontés à d'innombrables incertitudes. »*

Paul Kennedy<sup>60</sup>

*En l'absence de consensus européen sur la question méditerranéenne, l'Union s'est résignée à pratiquer au Sud la politique africaine des années post-coloniales, comptant sur la stratégie américaine pour garantir la sécurité de la zone. Mais peu sensible à la causalité des déséquilibres locaux, les Etats-Unis continuent de nourrir l'exaspération arabe. La nouveauté est que désormais l'immobilisme européen est également perçu par les nations du Sud comme une provocation insupportable, notamment depuis que la façade nord du bassin a rendu ses frontières hermétiques à tout mouvement migratoire. C'est donc sans surprise qu'entre 2026 et 2031 tombent tour à tour les jeunes démocraties de la région au profit de régimes théocratiques fondamentalistes que le discours anti-européen a portés au pouvoir. Pour eux, l'effort militaire n'est plus dans la maîtrise des troubles internes désormais révolus ni dans la surveillance de leurs frontières communes devenue inutile depuis la naissance d'une unité politique maghrébine homogène, l'EMU (Espace Maghrébin Unifié). Dès lors, cette organisation non reconnue par les nations occidentales se polarise sur un affrontement avec l'Occident. 18 avril 2036 : certaines représentations américaines et européennes au Moyen-Orient font l'objet d'attentats revendiqués par le mouvement islamiste qui exige une aide financière sans précédent au titre du droit au développement économique. L'Occident refuse ces conditions les jugeant inacceptables. 23 juillet 2036, nord du désert saharien : des journalistes européens ont été invités à assister à la présentation du M204<sup>61</sup> effectuée par un ingénieur d'origine russe. Ce missile chinois de moyenne portée, capable de transporter une tête chimique ou nucléaire, fut ensuite tiré dans le désert. A la suite de cette démonstration de force, un responsable politique de l'EMU menace solennellement l'Occident de son utilisation.*

---

<sup>60</sup> Paul Kennedy : *Préparing the XXI<sup>e</sup> century*. Ed. Harper Collins, 1993, p. 409

<sup>61</sup> Ce missile n'a pas d'existence réelle

## **4. Reste-il une place pour une stratégie européenne ?**

*« L'Europe de l'Ouest fait aujourd'hui dépendre sa sécurité de systèmes basés sur des hypothèses militaires qui n'ont plus cours : la percée du front central et la défense frontale et avancée. »*

Dominique David<sup>62</sup>

L'histoire montre que rien n'est jamais définitif. Même si les rapports de forces en Méditerranée semblent bien établis, l'Europe n'est pas condamnée à laisser le soin aux Etats-Unis de décider à sa place de l'avenir de sa sécurité sur son flanc sud. En la matière, tout est affaire de volonté politique. Et c'est justement là que réside la plus grande difficulté du Vieux continent. *« Pour obtenir ce que l'on veut, il faut déjà savoir ce que l'on veut »*<sup>63</sup>. En admettant que l'Europe le sache, comment procéder ? L'Europe doit se libérer de l'étreinte américaine et, comme le préconise Antoine Sanguinetti, doit *« se retourner vers une politique adaptée aux intérêts profonds, aux menaces réelles et à l'avenir souhaitable de la zone, en prenant au besoin ses distances avec les Etats-Unis »*<sup>64</sup>. Ce changement de cap est, selon lui, un impératif absolu en ce sens que *« l'Europe ne constituera pas un interlocuteur valable pour les Arabes tant qu'elle n'aura pas dissipé la suspicion – trop longtemps fondée – qu'elle n'agit que pour le compte des Etats-Unis, sans jamais oser les contredire, même quand ils font à l'évidence fausse route »*<sup>65</sup>. Là se situe le principal défi européen des années à venir, avec comme toile de fond la conviction que la sécurité en Méditerranée demain sera partagée avec le Sud ou ne sera pas.

### **4.1. Les attentes du Sud**

*« Le nouvel ordre mondial doit être un ordre de droit, mais pas seulement. Il doit être un ordre de justice et un ordre de partage. »*

Laurent Fabius<sup>66</sup>

Mais on ne peut prétendre atteindre un tel objectif en faisant abstraction des revendications de tous nos voisins méditerranéens qui sont en l'occurrence tout à fait demandeurs de rapprochement. Ils semblent en effet avoir aujourd'hui dépassé le stade des représentations négatives qui les amenaient jusque là à se sentir victime d'une exploitation coloniale, pour percevoir désormais l'Europe sous un nouveau jour : elle serait devenue pour eux un partenaire essentiel. Leurs aspirations s'articulent essentiellement autour de deux idées force : la première consiste à rompre avec la logique de sous-développement et son cortège de maux, les Etats du sud et sud-est méditerranéen comptant beaucoup sur l'Europe pour ce volet de leur sécurité non militaire. Leur second objectif inavoué mais probablement aussi présent dans leurs esprits vise à se dégager de l'emprise américaine.

<sup>62</sup> Dominique David : *Conflits, puissance et stratégie en Europe : le dégel d'un continent*. Collection organisations internationales et relations internationales, Ed Bruylant, 1992, p. 12

<sup>63</sup> Hervé Couteau-Bégarié : propos tenu lors de la conférence du 20/12/99 au CID

<sup>64</sup> Antoine Sanguinetti : *La question méditerranéenne*. p. 73

<sup>65</sup> Ibid. idem

<sup>66</sup> Laurent Fabius : op. cit. p. 9

Pour les pays du Maghreb, cette quête est forte comme en témoigne leur débauche d'énergie dans toutes les initiatives et réunions euro-méditerranéennes. Le Maroc se sent proche d'une Union européenne dynamique à laquelle le roi Hassan II présentait officiellement une demande d'adhésion dès 1987 ; il affiche clairement une solidarité occidentale, n'ayant pas hésité à prêter un contingent important pour la libération du Koweït en 1991. De même, en 1996, les autorités marocaines n'ont émis aucune objection à la création de l'Eurofor et l'Euomarfor, et se sont félicitées d'avoir été invitées à envoyer des observateurs assister aux exercices de ces forces. Quand bien même les rapports entre l'Algérie et l'Europe sont plus complexes, l'ancienne colonie française est parfaitement consciente du gain retiré d'une intégration rapide à un sous-ensemble géopolitique régional stable. Par la voie de son chef d'Etat, la Tunisie n'a cessé de prôner l'avènement d'un espace euro-méditerranéen. Enfin la Libye, exsangue et plus que jamais isolée, aurait l'impression de sortir victorieuse de son bras de fer avec l'ennemi héréditaire d'outre-atlantique, et surtout trouverait une bouffée d'oxygène après tant d'années d'embargo.

Pour autant, cette recherche de synergie n'est pas une exclusivité maghrébine. Au-delà de tous leurs différends, la plupart des pays musulmans s'accordent sur la menace que les activités des mouvements intégristes font peser sur leur sécurité et leur stabilité. C'est ainsi que l'idée d'une étroite coopération destinée à neutraliser le péril extrémiste trouve un écho favorable en Egypte qui ne verrait pas là une ingérence dans ses affaires intérieures. De son côté, le gouvernement syrien souhaite que l'Union européenne assume plus de responsabilités dans la région, en particulier dans la relance du processus de paix, notamment pour faire contrepoids à l'influence américaine.

L'attente n'est pas moins grande dans le domaine économique. Quoique inachevée, la marche à l'économie de marché entreprise par quelques uns sous le parrainage de la Communauté Economique Européenne, avec en ligne de mire l'établissement d'une zone de libre-échange d'ici à 2015, offre d'alléchantes perspectives pour les autres.

Mais ce que doit bien comprendre l'Europe, c'est que le sud-méditerranéen supporte de moins en moins l'asymétrie des rapports entre les deux rives sur fond de vestiges coloniaux. L'enjeu devrait l'inciter à être plus réceptive à ces revendications et ces messages.

## **4.2. Pour une meilleure perception du Sud**

*«le Sud continue de se croire envahi alors que le Nord commence à se croire assiégé. »*

Francis Gutmann<sup>67</sup>

Malgré les liens historiques qui les unissent, les peuples des deux rives se connaissent mal et se créent des représentations négatives de l'autre regrette Francis Gutmann. C'est alors un sentiment d'incompréhension qui prédomine. Aussi, ajoutés à la complexité du théâtre méditerranéen, ces malentendus limitent toute perspective de coopération élargie.

### **4.2.1. Le mythe de la menace militaire**

Au sein des sociétés industrialisées du Nord, la ligne de fracture est amplifiée par le mythe de la menace militaire. Le potentiel militaire du Sud est hypertrophié par l'Europe,

---

<sup>67</sup> Francis Gutmann : op. cit. p. 8

même si comme on l'a développé plus haut certains signes montrent de façon incontestable la réalité de la course aux armements.

De tels propos peuvent paraître mal venus à l'heure où, à travers d'inquiétantes découvertes, les douanes britanniques rappellent aux Napolitains qu'ils sont à la merci des missiles libyens. Mais, sans vouloir minimiser cette menace potentielle, il faut bien reconnaître qu'actuellement la crainte d'un conflit ouvert entre l'Europe et les pays du sud-méditerranéen relève plus de prédiction malthusienne que d'une hypothèse sérieuse. La bonne foi nous amène à convenir que les puissances militaires des deux rives ne se comparent pas. Seules les forces occidentales et la Turquie disposent d'une capacité navale amphibie cohérente ; la capacité aéronavale du pourtour méditerranéen se limite à la France, l'Italie et l'Espagne ; quant au reste des moyens opérationnels, ils sont qualitativement sans commune mesure : les sous-marins de première génération libyens ne pourraient rivaliser avec les engins de quatrième génération français.

#### **4.2.2. Les légitimes inquiétudes du Sud**

En revanche, on peut comprendre que les pays méditerranéens non membres de l'Alliance atlantique s'interrogent sur les intentions réelles de l'Union européenne. C'est en effet au moment même où le Nord parlait de démantèlement du concept de sécurité que l'Europe latine basculait son dispositif militaire vers le Sud. Les années 80 furent aussi celles de la création des forces d'intervention rapide italienne, espagnole et française ainsi que celles du regroupement à Toulon des porte-avions Foch et Clémenceau. Elles furent suivies de nouvelles ambiguïtés au cours de la décennie suivante. L'objectif poursuivi par la mise en place de forces relevant de l'UEO (FRUEO) en Méditerranée est loin d'être clair aux yeux de tous. L'Eurofor et l'Euromarfor ont-elles vocation à s'en prendre aux intérêts arabes ou, au contraire, à participer avec les forces armées des nations arabes à des missions de maintien de la paix ? La question reste posée.

Pourtant, l'idée même de sécurité collective en Méditerranée que propose l'Europe est partagée par le Sud. C'est sa façon d'aborder la problématique qui est contestée. En effet, en multipliant les déclarations de principe sur le règlement pacifique des différends, en introduisant la notion de « pacte » dont les accents militaires pourrait préfigurer la nature des relations nouvelles à établir, et enfin en omettant d'en clarifier le contenu, l'Europe a conforté le Sud dans le sentiment qu'elle tentait à peu de frais de se mettre à l'abri par un marché de dupes. Certains experts arabes vont même jusqu'à affirmer qu'elle cherchait à contrôler les politiques de défense des pays signataires du « pacte »<sup>68</sup>.

Dans le domaine non militaire, nombreux sont également les malentendus qui jalonnent les relations entre le Nord et le Sud.

---

<sup>68</sup> Monsieur Lipkowski : *La sécurité dans la région méditerranéenne*. Rapport n° 1543 de la 42<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'UEO, 11/1996, p. 31.

### **4.3. Quel espace de manœuvre pour l'Europe ?**

Il tient pour l'essentiel aux points faibles de la stratégie américaine en Méditerranée.

#### **4.3.1. Les faiblesses de la stratégie des Etats-Unis**

La stratégie américaine en Méditerranée présente de nombreuses failles exploitables par l'Europe.

Au mieux, l'action ou les attitudes de Washington ne sont pas comprises par les nations arabes. Souvent, elles suscitent leur méfiance. Parfois, elles alimentent même leur indignation et sont jugées provocatrices. Dans tous les cas, elles se traduisent par les mêmes effets : le rejet du modèle américain. Selon monsieur Lipkowski, cette tendance tend à se généraliser à l'ensemble du monde arabe, y compris aux alliés traditionnels de la Maison Blanche comme l'Egypte, et à ceux de la *Gulf war* dont l'Arabie Saoudite<sup>69</sup>. Tous s'exaspèrent de se voir considérés par l'administration Clinton comme de simples protectorats. C'est là pour l'Europe une porte qui s'entrebâille. Par ailleurs, les intentions américaines manquent souvent de clarté et de cohérence. Leurs initiatives comme par exemple la conférence des pays donateurs en 1993, les sommets économiques de Casablanca en 1994 et d'Amman en 1995 ont paru à de nombreux participants trop liées à leur stratégie économique.

Mais ce qui pénalise le plus les Etats-Unis est d'ordre culturel, dont le caractère est par essence permanent. Trop récemment implantés dans la zone, jamais les Américains n'ont été capables d'intégrer dans leur diplomatie les particularismes méditerranéens nés d'une longue histoire de guerres, d'invasions, d'occupations, d'échanges pacifiques et d'innombrables métissages. Il est donc des situations qu'ils ne savent gérer. Ainsi, ils préfèrent systématiquement brandir la menace de leur force plutôt que d'user de psychologie. Les responsables américains n'ont ainsi jamais compris que les Arabes puissent rester hermétiques aux diktats extérieurs, surtout fondés sur la force, et que l'une de leurs plus surprenantes contradictions est qu'un sentiment latent de cousinage secrète des solidarités inattendues. Ces phénomènes ont été particulièrement visibles dans certaines circonstances de la guerre du Golfe au cours desquelles on n'a pas été loin de voir se développer au sein du monde arabe un courant de sympathie pro-Saddam.

#### **4.3.2. L'impasse de la vision stratégique américaine**

Plus globalement, c'est l'approche stratégique américaine qui est en cause. Elle apparaît totalement inadaptée aux exigences locales et, à long terme, à toute forme efficace de prévention des conflits.

Stefano Silvestri nous fait à juste titre remarquer que « *certaines affirment qu'une nouvelle menace, en provenance du Sud, serait en train de monter contre l'Europe et pourrait se substituer à celle qui venait de l'Est, désormais révolue. Mais en réalité* », poursuit-il, « *on ne peut pas l'identifier et la quantifier de la même manière. Il n'est pas sérieusement possible de comparer les effets de ces deux menaces pour en tirer des conclusions stratégiques et opérationnelles équivalentes : certainement pas sur le plan militaire, ni sur le plan idéologique ou politique* »<sup>70</sup>. Autrement dit, l'OTAN, qui tire sa crédibilité de l'affichage de la force militaire, ne serait pas organisée pour répondre avec efficacité aux risques de la région. Même lorsqu'il existe, le dialogue méditerranéen tel celui

<sup>69</sup> Monsieur Lipkowski : op. cit., p. 25. Monsieur Lipkowski tire ces conclusions de son voyage dans la région

<sup>70</sup> Jean-François Daguzan et Raoul Girardet : op. cit. p. 145

instauré en 1994 par l'organisation reste à visée franchement militaire. La Méditerranée est un cas particulier que les Américains, prisonniers de leur culture stratégique, ne veulent pas ou sont incapables d'appréhender en tant que tel.

On peut donc penser que l'Union européenne a un avenir sur son flanc sud. Les Etats-Unis n'y ont en tout cas pas d'alliés inconditionnels. On peut même affirmer qu'aucune région du monde ne leur est aussi viscéralement hostile que la Méditerranée arabe. Cette situation doit donc inciter les Européens à plus d'audace.

## **5. Quel sens donner à la stratégie européenne ?**

*« Après avoir détruit un pont à l'Est, l'Europe doit construire un pont au Sud. »*

Jacques Chirac<sup>71</sup>

La stratégie conçue par l'Europe en Méditerranée doit être globale, c'est à dire élargie à l'ensemble des facteurs de stabilité, qu'ils soient militaires ou non.

### **5.1. Le volet non militaire de la stratégie européenne en guise de toile de fond**

*« Pas de démocratie, peu de richesses, beaucoup d'armes : voilà (...) l'équation de la violence. Si l'on veut y mettre un terme c'est cela, d'abord, à quoi il faut s'attaquer. »*

Laurent Fabius<sup>72</sup>

Toutes les actions de coopérations culturelles ou économiques, pour ne citer que celles-ci, relèvent du partenariat euro-méditerranéen initié à Barcelone en 1995. Contribuant indirectement à la sécurité collective, elles doivent être maintenues et développées. Ainsi la meilleure façon de lutter contre la course aux armements est de promouvoir la paix en trouvant des parades aux sources de tension que sont l'injustice, la pauvreté, la discrimination sociale, la corruption et l'intolérance politique. Pour cela, il faudrait négocier de nouveaux accords Nord-Sud, encourager les investissements et les échanges des pays du Sud entre eux<sup>73</sup>, favoriser les réconciliations nationales et encourager l'instauration de régimes démocratiques. Mais cette axe de sécurité procède d'un processus de longue haleine qui, dans une région à l'avenir immédiat aussi incertain, ne peut se suffire à lui-même.

---

<sup>71</sup> Discours prononcé le 6 avril 1996 à l'université du Caire

<sup>72</sup> Laurent Fabius : op. cit. p. 10

<sup>73</sup> La Tunisie, pays le plus ouvert sur son environnement immédiat, n'effectue que 5% de ses échanges avec les autres pays du Maghreb. La principale cause semble être la vulnérabilité de ces échanges aux tensions politiques

## **5.2. Pour une plus grande autonomie stratégique**

« Est-ce que l'on peut imaginer une répartition des tâches où la France, l'Italie, l'Espagne s'occuperaient du Sud tandis que l'Allemagne prendrait en charge l'Est ? »

Pascal Boniface<sup>74</sup>

Indépendamment de la dimension non militaire de sa sécurité, l'Europe doit infléchir sa stratégie dans le sens d'une plus grande autonomie. Dans cette perspective, certains défendent l'idée d'une démarche globale fondée sur la base du concept CSCE appliqué à l'ensemble du bassin. Mais devant les difficultés à trouver des consensus, cette solution montrerait rapidement toutes ses limites, paralysée par l'addition de contentieux bilatéraux difficiles à apurer. Il convient donc de trouver une alternative qui puisse avoir des chances de succès.

### **5.2.1. Une condition impérative de succès et deux directions stratégiques**

Une stratégie articulée autour de trois volets paraît mieux appropriée au cas particulier méditerranéen tout en garantissant une bonne cohérence. Le premier d'entre eux est interne et viserait à faciliter le consensus européen en opérant à un partage des responsabilités ; le second devrait permettre à l'Europe de peser en Méditerranée orientale ; le dernier consisterait à mettre en place un système de sécurité collective en Méditerranée occidentale qui puisse servir de référence en vue de son élargissement à la partie orientale du bassin.

### **5.2.2. Définir un pacte interne à l'Union européenne : un préalable indispensable**

Faire jeu égal avec la *république impériale*<sup>75</sup> suppose une unité politique qui fait défaut. Celle-ci pourrait néanmoins être obtenue grâce à la théorie des sous-ensembles régionaux.

L'idée de départ serait d'établir un pacte interne visant à renforcer simultanément les axes est et sud, et qui faciliterait le suivi d'une ligne politique unique. Cet accord devrait être complété par une structure permanente de concertation chargée d'établir des compromis avant que les divergences n'éclatent au grand jour et discréditent l'organisation. En étouffant dans l'œuf les dissensions sous-régionales, ce pacte justifierait l'action de chaque sous-ensemble. Chacun d'entre eux serait en quelque sorte mandaté par l'Union européenne pour mettre en oeuvre une stratégie par procuration. On pourrait ainsi aboutir à la parité stratégique entre Américains et Européens dont les poids politiques et financiers seraient alors équivalents. De ce fait, l'Europe se retrouverait en position de négocier favorablement sa place en Méditerranée voire, grâce à l'atout géographique, de l'imposer à terme à la Maison Blanche. Cette stratégie à deux directions présente l'avantage de pouvoir s'appuyer sur les deux grands d'Europe que sont l'Allemagne et la France, chargés chacun dans leur direction stratégique privilégiée de redonner l'impulsion nécessaire en cas de difficultés conjoncturelles.

---

<sup>74</sup> Pascal Boniface : *Quelle politique arabe pour la France ?* Relations internationales et stratégiques IRIS n°2, 1991, p. 38

<sup>75</sup> Raymond Aron : *La république impériale, les Etats-Unis dans le monde 1945-1972*. Ed Calmann-Lévy, 1973

Mais cet accord institutionnel interne ne constitue qu'une base de départ. Le théâtre méditerranéen lui-même doit faire l'objet d'un découpage que ne renierait pas Fernand Braudel qui voit dans la Méditerranée non pas un ensemble maritime unique mais une « succession de mers ». En effet, une des raisons majeures de l'échec de la conférence de Malte en 1997 est attribuée au nombre trop important d'acteurs en présence. Ce constat doit conditionner les stratégies pour l'avenir. Distinguer l'axe oriental de l'axe occidental est non seulement une réalité géostratégique mais aussi un impératif politique.

### **5.2.3. Une présence au Moyen-Orient**

Même s'il est difficile de passer sous silence l'axe oriental de la Méditerranée quand on parle de l'avenir de la sécurité en Europe, certains pays le considèrent pourtant d'importance secondaire. Cette relative désaffection tient à des raisons géographiques et politiques. Nombreux sont en effet ceux qui classent le sud-est méditerranéen dans le deuxième cercle stratégique européen. Sans nier l'existence d'intérêts à y défendre, ils n'y accordent pas une priorité absolue, d'autant plus que l'Union n'a pas pour l'instant les moyens d'y rétablir la parité stratégique avec des Etats-Unis. Cette impossibilité tient tant à l'extrême implication des Américains dans cette sous-région du bassin, véritable centre de gravité de leur stratégie, que pour des raisons tenant aux trop grandes divergences européennes. Dans ces conditions, une confrontation directe avec l'administration Clinton conduirait sans doute à un échec et, par suite, à une perte de crédibilité de Bruxelles. De plus le conflit israélo-arabe, élément central de la problématique moyen-orientale, n'est pas à la portée de l'Europe politique. Pourtant, tous les experts conviennent que de sa résolution dépend toute perspective de stabilité dans la région. Quelle peut être alors la position de l'Europe dans cette double équation ? On peut concevoir trois attitudes : soit les responsables européens se tiennent en retrait des discussions ce que comprendraient mal les pays arabes de la région, soit pire encore ils pratiquent l'alignement systématique sur la Maison Blanche, soit ils maintiennent leur présence à travers une implication partagée avec les Etats-Unis, tout en respectant leur propre vision politique. Il s'agirait ainsi d'appuyer l'action américaine sans hésitation et, à l'inverse, de faire entendre ses différences quand les circonstances l'exigent.

Après concertation politique interne, Bruxelles devrait appuyer sans réserve les initiatives nationales, en privilégiant celles des pays bénéficiant d'une audience favorable auprès des nations arabes. Ainsi, on peut imaginer la portée des propos de la France s'ils avaient pu trouver l'appui de l'Union européenne quand, contrairement à Washington, Paris affirmait ne pas exclure de créer un système de sécurité collectif autour du Conseil de coopération du Golfe et incluant l'Iran. Cette approche constitue à double titre la meilleure solution. Elle permettrait d'affirmer sa crédibilité auprès des nations arabes tout en amenant les Etats-Unis à reconnaître *de facto* la réalité politico-diplomatique européenne. Faut-il rappeler que cette situation s'est déjà produite à l'échelle d'une nation : c'est grâce à sa volonté politique que la France a su s'attirer la confiance des pays du sud de la Méditerranée, et ainsi a pu imposer son point de vue aux Américains sur certains dossiers. Grâce à l'action concertée de la Syrie, du Liban et de l'Egypte, la France a ainsi été admise par les Américains comme coprésidente du comité chargé de surveiller la frontière israélo-libanaise. Certes modeste, ce succès obtenu par un Etat n'en demeure pas moins un exemple dont ferait bien de s'inspirer l'Union européenne dans sa politique arabe.

### **5.2.4. Le Maghreb : clé de voûte de la stratégie européenne**

Mais c'est dans la partie occidentale du bassin méditerranéen que les efforts de l'Union européenne doivent initialement porter.

On peut y trouver plusieurs justifications. En premier lieu, cet espace constitue un niveau régional de concertation bien dimensionné : il regroupe un nombre limité de nations

dont la communauté de destin favorise une véritable synergie. L'absence de crise majeure entre les Etats concernés est le second facteur de réussite : elle favorise le développement d'un climat de confiance sur la base duquel il devient possible de s'entendre sur un projet de sécurité « les uns avec les autres », et non pas « les uns contre les autres ». C'est en quelque sorte ce que Jean-François Daguzan appelle « *une forme de la sécurité liée à la reconnaissance de l'autre* »<sup>76</sup>. En fait, il faut sortir de la logique selon laquelle « *en terme de sécurité, le Sud n'existe pas...* »<sup>77</sup>. En outre, cette sous-région est la seule de la Méditerranée qui présente une certaine homogénéité : au nord la France, l'Espagne et l'Italie sont trois pays aux frontières communes, aux cultures et aux niveaux de vie assez proches ; pour sa part, le Sud constitue un ensemble géographiquement et institutionnellement plutôt cohérent : le Maghreb n'est-t-il étymologiquement insulaire<sup>78</sup> et, au-delà de ses contradictions<sup>79</sup>, n'y trouve-t-on pas non plus une organisation commune, l'Union du Maghreb Arabe ? Mais cette zone est surtout pour l'Europe d'une importance stratégique vitale. Elle offre par l'intermédiaire du Maroc le contrôle du verrou océano-maritime ainsi qu'à travers les richesses de son sol et son formidable potentiel humain des perspectives économiques immenses. Elle est enfin la seule partie du bassin dans laquelle les Américains ne sont pas encore solidement implantés.

Reste alors à savoir saisir cette opportunité et à y abattre ses meilleures cartes.

### **5.3. Quel mode d'action ? L'Europe latine, la meilleure ambassadrice de l'Europe en Méditerranée occidentale**

*« L'Europe est méditerranéenne. Elle doit avoir la politique de sa géographie. »*

Laurent Fabius<sup>80</sup>

Les nations de l'arc sud-ouest européen sont à bien des égards les mieux placées pour asseoir une solidarité en Méditerranée occidentale.

Le premier dénominateur commun est d'ordre géographique, la distance séparant le Maroc de Gibraltar étant peu ou prou équivalente à celle reliant Paris à Roissy. De plus, les pays latins de l'Union européenne et ceux du Maghreb sont proches sur le plan culturel. L'Espagne, la France et l'Italie nourrissent depuis longtemps d'étroits liens avec leurs voisins d'en face. Mais surtout une réelle communauté de destin unit les deux rives, chacune se sentant particulièrement concernée par l'ensemble des menaces et risques non militaires qui pèsent sur la stabilité régionale. L'attachement de la France pour le Sud n'est plus à démontrer et sa politique arabe est très active. Pour l'Italie, la voie de la paix en Méditerranée est inscrite dans une stratégie globale de sécurité. C'est ce qui ressort d'un rapport de la Commission des affaires européennes du Sénat italien établi en 1995. Malgré son appartenance à l'OTAN, c'est en 1980 que l'Espagne déclare officiellement par l'intermédiaire de la Junte des chefs d'état-major, instance de commandement militaire suprême, que le détroit de Gibraltar et l'axe Baléares-Détroit-Canaries constituent les directions essentielles de sa stratégie, confirmant en cela Alberto Martin Artajo, qui déclarait en 1965 : « *Gibraltar représente le point nodal des coordonnées géographiques qui*

<sup>76</sup> Jean-François Daguzan : *La Méditerranée en quête d'une organisation politico-stratégique*. Revue de la défense nationale, 10/97, p. 18

<sup>77</sup> Bichara Khader : op. cit. p. 284

<sup>78</sup> Le Maghreb signifie « *Djésirah el Magrib* » c'est à dire « *l'île de l'Occident* »

<sup>79</sup> Lors de l'invasion du Koweït, les cinq membres de l'UMA adopteront autant de positions différentes au sommet du Caire le 10/08/90 !

<sup>80</sup> Laurent Fabius : *Quelle politique arabe pour la France ?* Relations internationales et stratégiques IRIS n°2, 1991, p. 71

*déterminent notre politique extérieure* »<sup>81</sup>. Aujourd'hui encore, le Sud est inscrit en toute lettre dans les textes officiels de la politique de défense ibérique<sup>82</sup>, témoignant de l'impératif de sécurité méditerranéen que s'est fixé Madrid. Sur le plan économique, l'Europe latine est dépendante de la stabilité de l'espace méditerranéen pour ses approvisionnements énergétiques qui transitent à hauteur de 50% par les voies maritimes du bassin occidental. Par ailleurs, elle est la première touchée par les mouvements migratoires en provenance du Maghreb et présente une unicité de point de vue sur la question de l'immigration clandestine. Enfin, elle n'est pas épargnée par les nombreux trafics qui empruntent le détroit de Gibraltar.

#### **5.4. Une stratégie mise en oeuvre par des outils efficaces**

On pourrait imaginer qu'à l'image de l'OTAN, l'Union européenne propose aux pays maghrébins, y compris la Libye, une structure contractuelle proche de celle ayant donnée naissance au Partenariat pour la paix mis en place en 1994 en Europe. Conçue comme un processus de consultation politique disposant d'une capacité de planification, d'entraînement et d'exercices conjoints, elle aurait en particulier la charge d'établir une doctrine de sécurité commune. Elle pourrait aussi constituer la première mesure allant dans le sens d'une intégration. Une fois réalisé le fusionnement de l'Union européenne et de l'UEO, le bras armé bruxellois pourrait représenter le socle de la composante militaire de cette coopération méditerranéenne. En effet, en Méditerranée occidentale, les enjeux de sécurité semblent en parfaite adéquation avec les missions de Petersberg, cadre d'emploi des FRUEO. De plus, hormis quelques lacunes relevées dans certains domaines<sup>83</sup> qui limitent d'autant les missions de grande ampleur, cet outil possède des structures à la fois adaptées au cadre méditerranéen et opérationnelles<sup>84</sup> : parmi les FRUEO, on peut noter le groupe amphibie italo-espagnol, l'Eurofor et surtout l'Euromarfor, chacune projetable avec un préavis de cinq jours pour une opération de maintien de la paix engageant 3000 hommes<sup>85</sup>.

Pour améliorer la transparence et dissiper d'autant la suspicion, il faudrait parallèlement mettre en place un train de mesures de confiance semblable à celui défini par l'Acte d'Helsinki de la CSCE et développé neuf ans plus tard à Stockholm : préavis de notification de manoeuvres et mouvements de 42 jours, seuil numérique à 13000 hommes, 3000 pour le cas particulier des activités amphibies ou aéroportées, et à 300 chars. Il faut noter que ces mesures devraient cependant prendre un caractère plus contraignant en intégrant des dispositions qualitatives, telle la diffusion d'un calendrier annuel d'activités militaires notifiables. La crédibilité de ces clauses serait garantie par des mesures de vérification dont il faut relever qu'elles restent tributaires de moyens techniques nationaux notoirement déséquilibrés. Aussi serait-il indispensable de mettre à la disposition des pays du Maghreb les images du centre satellitaire de Torrejon<sup>86</sup> opérationnel depuis 4 ans qui aurait ainsi vocation à devenir aussi un outil d'échange d'informations militaires.

Enfin, sur le plan politique, il faudrait mettre en place des mécanismes destinés à réduire et contrôler le commerce des armements. S'agissant de la prolifération des armements, « *il faut rompre avec les formules incantatoires (...). Il faut aider les acheteurs à se désintoxiquer. (...) Il faut aussi décourager les dealers. Or les dealers, c'est nous, plus*

<sup>81</sup> Alberto Martin Artajo (ministre espagnol des affaires étrangères dans les années 50) : « *Las constantes geopolíticas de las relaciones internacionales de España* ». Geopolítica y estrategia I, actes de la Chaire Palafox, Université de Saragosse, 1965, pp. 7-48

<sup>82</sup> Directiva de Defensa Nacional 1/96 §3. Directrices para el desarrollo de la política de defensa, 1), d)

<sup>83</sup> Michel Caldagues et André Boyer : *Eurofor et Euromarfor : des capacités militaires européennes en Méditerranée*. Rapport du Sénat/commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées n°183, 1997/98, p. 8. Ces domaines sont le commandement, les SIC, la mobilité stratégique et l'interopérabilité

<sup>84</sup> Ibid idem

<sup>85</sup> Ibid p. 25

<sup>86</sup> Le centre satellitaire interprète des données provenant de satellites d'observation et de renseignement

*quelques autres* »<sup>87</sup>. A cette fin, les pays exportateurs pourraient centraliser le commerce des armes en créant des commissions parlementaires chargées d'approuver ou de refuser les exportations à caractère offensif ou déséquilibrant. Les pays de l'Union européenne pourraient, pourquoi pas, acheter du matériel excédentaire de la rive sud pour le détruire ensuite. De telles mesures auraient un retentissement tout à fait favorable et témoigneraient d'une forte volonté politique.

---

<sup>87</sup> Laurent Fabius : *Le nouvel ordre mondial*. Relations internationales et stratégiques IRIS n°2, 1991, p. 9

## CONCLUSION

Si la fin du XX<sup>ème</sup> siècle aura été marquée par les relations tumultueuses entre la France et les Etats-Unis<sup>88</sup>, l'entrée dans le nouveau millénaire ne risque-elle pas d'être le point de départ d'une confrontation de puissance entre l'Europe et les Etats-Unis dont la Méditerranée serait l'enjeu ? Ce n'est pas impossible si l'on en croît Ted Galen Carpenter qui admet que le système international n'est plus pour bien longtemps unipolaire : c'est un « *mirage qui s'évanouira bientôt* » devant le désir des Européens de constituer un front commun sur les questions de sécurité, mouvement certes naissant, mais visiblement amorcé<sup>89</sup>. Pour autant, il ne faut pas se méprendre et assimiler cette étude à une tentative de rejet de la solidarité transatlantique et d'anti-américanisme primaire. Les grandes valeurs défendues par l'Europe et les Etats-Unis sont proches et les deux plus grandes puissances du monde resteront sans doute pour longtemps des alliés précieux capables, demain encore, chacun à leur manière, d'être les meilleurs artisans de la paix dans le monde.

Mais les immenses bouleversements géostratégiques des années 90 ont considérablement modifié les paramètres de la sécurité en Méditerranée. C'est ce que Laurent Fabius appelle « *le XXI<sup>ème</sup> siècle qui naît* »<sup>90</sup>. Pour Bichara Khader, la *mare nostrum* est d'abord « *un problème avant d'être un espace, un lien* »<sup>91</sup>. On peut même supposer qu'avec ses 520 millions d'habitants annoncés en 2030, elle sera appelée à le devenir de plus en plus. La Méditerranée est bien cet espace où se concentrent les lignes de fracture et où, selon Mohammed Abdel Wahab Bekhech, « *les souverainetés des Etats se heurtent et se superposent presque* »<sup>92</sup>, pour finir parfois en affrontement. Aussi, vouloir appliquer à une région aussi instable le contrat de sécurité passé en centre-Europe avec les Américains résulterait d'un manque de clairvoyance dont les conséquences pourraient être catastrophiques, d'autant plus que Marcel Duval nous rappelle que « *l'inconvénient des empires, c'est qu'ils ne sont pas éternels ; ils meurent toujours* »<sup>93</sup>. N'est-ce pas à l'heure où la sécurité de l'Europe semble être plus que jamais sous contrôle américain que la première puissance du monde rechigne de plus en plus à s'impliquer dans le règlement des conflits européens ? Cette dépendance transatlantique est d'autant moins tolérable que les enjeux de sécurité en Méditerranée sont perçus différemment de part et d'autre de l'Atlantique, et que la culture stratégique américaine en Méditerranée semble se heurter de front à l'imprévisibilité des comportements arabes. Bichara Khader est convaincu de l'impasse américaine qui, selon lui, est à terme un facteur supplémentaire de montée des périls ; il considère que « *la politique de la canonnière, si chère aux Américains, est un mode d'action*

---

<sup>88</sup> Jean Guisnel : *Les pires amis du monde : les relations franco-américaines à la fin du XXe siècle*. Edition Stock, 1999

<sup>89</sup> Ted Galen Carpenter, (directeur d'études au Cato Institute) : *The new world disorder*. Foreign Policy n° 84, pp 27-29

<sup>90</sup> Laurent Fabius : *Quelle politique arabe pour la France ?* Relations internationales et stratégiques IRIS n°2, 1991, p. 71

p. 5

<sup>91</sup> Bichara Khader : op. cit. p. 277

<sup>92</sup> Mohammed Abdel Wahab Bekhech : *Les problèmes de délimitation des espaces maritimes en Méditerranée*, in M.L. Dumas : *Méditerranée occidentale, sécurité et coopération*. FEDN, Paris, 1992, p. 37

<sup>93</sup> Marcel Duval : op. cit. p. 45

*périmé, au moins en Méditerranée* »<sup>94</sup>. Ce constat devrait inciter les quinze à réfléchir sérieusement sur l'avenir de la sécurité de leur flanc sud.

Mais, avant d'être capable d'assumer seule sa sécurité en Méditerranée, l'Europe doit vaincre son pire ennemi : ...elle-même. Il lui revient de conquérir sa liberté d'action avant que « *les Etats-Unis profitent du vide laissé par les Européens pour tailler la sécurité du bassin méditerranéen à leurs mesures exclusives* »<sup>95</sup>. Mais il reste à se convaincre définitivement et ensemble que cette quête n'est pas une utopie politique, comme le sommet d'Helsinki nous incite à le penser et, qu'entre la réalité de la puissance américaine et la virtualité de la défense européenne, il faut s'engager dans la voie de la réalité de la puissance européenne. C'est au prix de cette autonomie que les dividendes de la paix en Méditerranée pourront être un jour partagés, donc la sécurité des quinze garantie. La première étape se situe sans doute dans la conquête d'une véritable liberté d'action en Méditerranée occidentale. *In fine*, c'est bien hors du giron américain que réside l'espoir d'une mer communautaire où diversité et solidarité ne seraient pas antinomiques. L'exemple de la construction européenne vient nous rappeler que, si le chemin de cette quête est encore long et difficile, le signal politique ne doit plus tarder. Comme l'estime Francis Gutmann, on peut raisonnablement croire qu'à la condition de « *volonté politique forte et continue* »<sup>96</sup>, l'ensemble « *Europe-Méditerranée* »<sup>97</sup> a des chances au XXI<sup>ème</sup> siècle de ne pas rester « *le mythe de deux mythes* »<sup>98</sup> pour « *devenir une réalité* »<sup>99</sup>.

---

<sup>94</sup> Ibid p. 301

<sup>95</sup> Jean-François DAGUZAN: op. cit. p. 21

<sup>96</sup> Francis Gutmann : *L'Europe et la Méditerranée*. Académie de marine, 02/1995, p. 54

<sup>97</sup> Ibid p. 43

<sup>98</sup> Ibid idem

<sup>99</sup> Francis Gutmann : *La Méditerranée, mythes et réalités*. Revue de la défense nationale, 10/97, p. 13

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

- ◆ Général André Beaufre : Introduction à la stratégie, Ed. Armand Colin, 1965
- ◆ Général Poirier : Stratégie théorique II, Economica, 1987
- ◆ *La Méditerranée stratégique*. Atlas géostratégique, Hachette, 1989
- ◆ Samir AMIN : *Les enjeux stratégiques en Méditerranée*. Collection l'Harmattan, Paris, 1992
- ◆ Dominique David : *Conflits, puissance et stratégie en Europe : le dégel d'un continent*. Collection organisations internationales et relations internationales, Ed Bruylant, 1992
- ◆ Bruno Colson : *La culture stratégique américaine*. FEDN, Economica, 1993
- ◆ Bichara Khader : *L'Europe et la Méditerranée, géopolitique de la proximité*. Collection l'Harmattan-Académia, 1994
- ◆ Armelle Le Bras-Chopard : *La guerre, théorie et idéologies*. Collection clefs politique, 1994
- ◆ Jean-François Daguzan et Raoul Girardet : *La Méditerranée Nouveaux défis, nouveaux risques*. Collection géostratégique, Ed. Publisud, 1995
- ◆ Emile Coury : *L'Europe et les Etats-Unis : un conflit potentiel*. Ed de l'aube, 1996
- ◆ *Méditerranée : les constantes géostratégiques*. Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques, 1997
- ◆ Bruno Colson : *La stratégie américaine et l'Europe*. FEDN, Economica, 1997
- ◆ Jean-François Daguzan : *Le dernier rempart*. Publisud, 1998
- ◆ Groupe d'études et de recherche sur la Méditerranée : *L'annuaire de la Méditerranée*. Germ-Publisud, 1998
- ◆ *Relations internationales, théories et pratiques*. Anne-Marie Le gloannec : *y a-t-il une pensée stratégique dans l'après-guerre froide ?* chapitre 13, 1998
- ◆ Pascal Boniface : *L'année stratégique 2000*. IRIS, Ed Michalon, 1999
- ◆ Aymeric Chauprade : *Introduction à l'analyse géopolitique*. Ellipse, 1999
- ◆ Hervé Couteau-Bégarie : *Traité de stratégie*. Economica, 1999

### COLLOQUES

- ◆ Laurent Fabius et Pascal Boniface : *Le nouvel ordre mondial / Quelle politique arabe pour la France ?* Actes du colloque de l'IRIS, Relations internationales et stratégiques IRIS n°2, 1991
- ◆ Thierry de Montbrial : *Rôle des élites culturelles dans les pays d'Europe centrale et orientale*. Actes du colloque de l'IFRI du 17 décembre 1999

### PERIODIQUES

- ◆ *Communications et mémoires*. Académie de Marine n°2, janvier 1995
- ◆ André Vigarie : *La Méditerranée : mer aux multiples dangers*. La revue maritime n°439, 1995
- ◆ La revue de l'OTAN mai 1996
- ◆ Le monde diplomatique, novembre 1996
- ◆ *La France et le monde arabe : au-delà des fantasmes*. Confluences Méditerranée n°22, été 1997
- ◆ *La Méditerranée est-elle un enjeu stratégique majeur ?* Confluences Méditerranée n°22, été 1997

- ◆ Francis Gutmann : *La Méditerranée, enjeu stratégique*. Revue de la défense nationale, 10/1997
- ◆ Jean-François Daguzan : *La Méditerranée en quête d'une organisation politico-stratégique*. Revue de la défense nationale, 10/1997
- ◆ Marcel Duval : *La stratégie américaine en Méditerranée : perception par un Français*. Revue de la défense nationale, 10/1997

### **ETUDES/RAPPORTS**

- ◆ Monsieur Kotsonis : *La coopération parlementaire dans la région méditerranéenne*. Rapport n° 1485 de la 41° session de l'Assemblée de l'UEO (1° partie), 11/1995
- ◆ Monsieur Lipkowski : *La sécurité dans la région méditerranéenne*. Rapport n° 1543 de la 42° session de l'Assemblée de l'UEO, 11/1996
- ◆ Michel Caldagues et André Boyer : *Eurofor et Euromarfor : des capacités militaires européennes en Méditerranée*. Rapport du Sénat/commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées n°183 1997/98
- ◆ *Elargissement à l'Est et renforcement des liens avec le Sud, quel équilibre trouver pour la sécurité collective européenne ?* Rapport de la 51° session du comité 6 de l'IHEDN, 1999
- ◆ Hervé Couteau-Bégarie : *La guerre du Koweït de 1990 à 1991*. Enseignement général, module stratégie, publication CID 1999/2000

### **DOCUMENTS INTERNET**

- ◆ [http://www2.tvt.fr/fmes/fonds\\_documentaire](http://www2.tvt.fr/fmes/fonds_documentaire) : séminaire de la tour blanche «*demain la Méditerranée* », 1995
- ◆ <http://www.mde.es/mde/docs/basicos/2.htm> Directiva de Defensa Nacional 1/96
- ◆ The White House : *A national security strategy for a new century*, 1997